

Vu les lois sur le Conseil de l'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'adapter sans délai la réglementation relative à l'agrément et au subventionnement des centres d'aide intégrale aux familles de sorte qu'on puisse faire face aux répercussions de l'augmentation de l'ancienneté dans le secteur et que les centres puissent continuer à garantir un niveau de qualification élevé du personnel;

Sur la proposition de Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 réglant l'agrément et le subventionnement des centres d'aide intégrale aux familles, il est inséré un article *13bis*, rédigé comme suit :

"**Art. 13.bis** § 1<sup>er</sup>. Pour faire face aux répercussions de l'augmentation de l'ancienneté, 75 % des montants mentionnés à l'article 13, premier alinéa, 1° à 3° inclus, et le montant complet mentionné à l'article 13, premier alinéa, 4°, sont affectés par un paramètre à déterminer par le Gouvernement flamand.

§ 2. Pour l'année 2000, le paramètre mentionné au § 1<sup>er</sup> est fixé à 1,0142."

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,  
Mme M. VOGELS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 126

[C — 2001/27006]

**30 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Titre III du règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois des 22 juillet 1974 et 22 décembre 1989;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, Titre III, notamment les articles 590 et 591, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997, l'article 599, les articles *634ter/3* et *634ter/4*, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 et les articles *681bis/2*, *681bis/63*, *681bis/65*, *681bis/69*, *681bis/73*, *681bis/74* insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 ainsi que l'annexe 1 de ce dernier;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 18 septembre 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 16 octobre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 590 du règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par le § suivant :

« § 2. Les réservoirs enfouis à simple paroi sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 kg/cm<sup>2</sup> ou à un contrôle d'étanchéité par ultrasons en respectant les périodicités suivantes :

1° tous les dix ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à vingt ans;

2° tous les cinq ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt et un ans à trente ans;

3° tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie.

Les tuyauteries de ces réservoirs sont également soumises à une épreuve d'étanchéité suivant la même périodicité.

Les réservoirs double paroi et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité tous les dix ans.

La périodicité visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 se calcule à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou de celle du dernier contrôle effectué. »;

2° au § 5, il est ajouté un point 13° libellé comme suit :

« 13° La réalisation d'un test d'étanchéité d'un réservoir parallélépipédique, par surpression ou par dépression, est strictement interdite. »;

3° le § 6 est remplacé par le § suivant :

« § 6. Si l'épreuve d'étanchéité ou le contrôle d'étanchéité par ultrasons permet de conclure, sans ambiguïté, à un défaut d'étanchéité des parois du réservoir ou des tuyauteries, le technicien en averti immédiatement :

1° le bourgmestre;

2° le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Dans le cas de défaut d'étanchéité des parois du réservoir, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

1° avant réparation, inertion ou enlèvement du réservoir, il s'assure que celui-ci est vidé, dégazé et nettoyé par une société indépendante du technicien agréé ayant réalisé le test;

2° après réparation des installations, il fait réaliser un second test par un technicien agréé indépendant de la société ayant effectué les réparations afin de vérifier si les installations ont recouvré leur étanchéité;

3° s'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, il s'assure que ce dernier est rempli de sable, de mousse insoluble ou d'un autre matériau inerte équivalent pour lequel le fonctionnaire technique a donné son accord préalable. »;

4° un § 7 nouveau est inséré, libellé comme suit :

« § 7. Les appareils de mesure sont contrôlés en respectant les modalités suivantes :

1° pour chaque test in situ :

a) avant mise en place des appareils la chaîne de mesure est testée par touché;

b) avant mise sous dépression, la chaîne de mesure est testée par création d'une fuite artificielle maîtrisable par le technicien ou tout autre procédé équivalent;

2° une vérification du bon fonctionnement des appareils et des capteurs, notamment leur étalonnage, est réalisée tous les six mois par le service entretien du fabricant des appareils ou par tout autre service technique compétent;

3° le technicien agréé tient un registre dans lequel figure :

a) l'identification des appareils;

b) la date des vérifications annuelles et/ou bisannuelles;

c) les coordonnées, firme et nom de la personne qui a vérifié l'appareil;

d) les remarques et constatations éventuelles. »;

5° un § 8 nouveau est inséré, libellé comme suit :

« § 8. Le fonctionnaire chargé de la surveillance visé au paragraphe 6 est le fonctionnaire ou un agent désigné par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement. »

**Art. 2.** Le § 2 de l'article 591 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Les réservoirs à simple paroi, placés dans une fosse remblayée, sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 kg/cm<sup>2</sup> ou à un contrôle d'étanchéité par ultrasons tel que précisé à l'article 590, §§ 4 à 7, en respectant les périodicités suivantes :

1° tous les dix ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à vingt ans;

2° tous les cinq ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt et un à trente ans;

3° tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie.

Les tuyauteries de ces réservoirs sont également soumises à une épreuve d'étanchéité suivant la même périodicité.

Les réservoirs double paroi, placés dans une fosse remblayée, et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité à une périodicité de dix ans.

La périodicité visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 se calcule à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou de celle du dernier contrôle effectué. »

**Art. 3.** L'article 599 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 599. § 1<sup>er</sup>. Les épreuves d'étanchéité dont il est question aux articles 590, § 2, 591, § 2, sont effectuées par des techniciens agréés ultrasons.

L'octroi de l'agrément en tant que « technicien ultrasons », est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° pour les personnes physiques :

a) être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

b) ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques;

c) ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore des effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre I<sup>er</sup> du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou à toute autre législation équivalente d'un autre Etat;

d) disposer d'une expérience d'au moins trois ans ou d'une formation telle que définie en annexe 1 dans un domaine lié au stockage de liquides inflammables et à l'utilisation de l'appareil aux ultrasons;

e) disposer du matériel nécessaire pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis;

f) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions;

g) notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

h) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

2° pour les personnes morales :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

b) ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore des effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre I<sup>er</sup> du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

c) ne compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, b), c) et d);

d) avoir comme associé ou à son service les personnes qui satisfont au point 1° pour celles chargées de réaliser les tests in situ;

e) disposer du matériel nécessaire pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis;

f) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions;

g) notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au directeur général de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, ou son délégué, tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

h) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

§ 2. La demande d'agrément en qualité de « technicien ultrasons » est introduite, au moyen du formulaire repris en annexe 2 du présent arrêté, auprès du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou de son délégué, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise d'un récépissé.

§ 3. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'annexe 2.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation du § 2 ci-dessus;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au point § 4, alinéa 2.

§ 4. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement les compléments demandés par envoi ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. S'il estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au requérant dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;

§ 6. L'agrément en qualité de « technicien ultrasons » est accordé pour une durée de dix ans maximum.

§ 7. L'agrément peut être suspendu ou retiré par décision du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou de son délégué, après que le titulaire de l'agrément ait été entendu et si celui-ci :

- 1° ne satisfait plus aux conditions d'agrément;
- 2° fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante ou pour lesquelles il n'est pas agréé.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est envoyée par lettre recommandée à la poste.

§ 8. Un recours contre la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément peut être introduit, dans les vingt jours qui suivent la réception de la notification de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater du jour de la réception du recours. »

**Art. 4.** Un article 599*bis* est inséré, libellé comme suit :

« Article 599*bis*. § 1<sup>er</sup>. Les épreuves et essais tels que définis sous les articles 590, § 2, et 591, § 2, donnent lieu à la rédaction d'un procès verbal dans lequel se trouvent consignés divers renseignements repris en annexe 3 du présent arrêté.

Ce certificat est remis à l'usager qui les tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Le technicien en garde également une copie pendant une durée minimum de trois ans.

§ 2. Une plaquette visible, lisible, infalsifiable, indélébile et résistantes aux hydrocarbures est solidement fixée et validée par un plombage sur la conduite de remplissage, où apparaissent l'adresse du réservoir, les coordonnées du technicien agréé, la date du contrôle, l'échéance de la validité du test et le numéro du certificat.

Sur base des constatations faites, la plaquette est de couleur :

- 1° verte si le réservoir est en règle;
- 2° orange si le réservoir et les tuyauteries sont étanches mais que certaines réparations s'avèrent nécessaires aux dispositifs de sécurité, aux protections, aux systèmes antidébordement ou encore à la chambre de visite. Une plaquette orange est également apposée durant l'expertise interne du réservoir, de même qu'en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté autorisant l'exploitation du réservoir constaté par le fonctionnaire chargé de la surveillance;
- 3° rouge si le réservoir ou les tuyauteries ne sont pas étanches.

Cette plaquette est placée le jour même de la réalisation du test.

§ 3. Seuls les réservoirs pourvus d'une plaquette verte visée au § 2 peuvent être remplis et exploités. Les réservoirs munis d'une plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période transitoire de six mois maximum non renouvelable, prenant cours le mois du contrôle. Ce délai est destiné à la mise en ordre de l'installation. Quant aux réservoirs portant une plaquette rouge, ils ne peuvent plus en aucun cas être remplis.

L'absence de plaquette équivaut à une plaquette rouge, sauf si le réservoir possède un certificat de réussite d'un test d'étanchéité antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

En cas d'absence de preuves sur la capacité réelle du réservoir et de son âge, celui-ci est considéré comme ayant une capacité supérieure à 3 000 litres et dont la date d'acquisition est supérieure à dix ans. Par conséquent un test d'étanchéité doit être réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

§ 4. Le fonctionnaire chargé de la surveillance visé aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 est le fonctionnaire ou l'agent désigné par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement. »

**Art. 5.** Le § 3 de l'article 634*ter*/3 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. Les réservoirs à simple paroi qui sont enfouis ou placés dans une fosse remblayée sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 kg/cm<sup>2</sup> pour les réservoirs métalliques et de 0,3 kg/cm<sup>2</sup> pour les réservoirs en plastique thermodurcissable renforcé ou à un contrôle d'étanchéité par ultrasons tel que précisé à l'article 590, §§ 4 à 7, en respectant les périodicités suivantes :

- 1° tous les dix ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à vingt ans;
- 2° tous les cinq ans, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt et un ans à trente ans;
- 3° tous les trois ans pour les réservoirs âgés de plus de trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie.

Les tuyauteries de ces réservoirs sont également soumises à une épreuve d'étanchéité suivant la même périodicité.

Les réservoirs double paroi et leurs tuyauteries sont également soumis à une épreuve d'étanchéité à une périodicité de dix ans.

La périodicité visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 se calcule à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou de celle du dernier contrôle effectué. »

**Art. 6.** L'article 634*ter*/4 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 634*ter*/4. § 1<sup>er</sup>. Les épreuves d'étanchéité dont il est question à l'article 634*ter*/3 sont effectuées par des techniciens agréés ultrasons.

L'octroi de l'agrément en tant que « technicien ultrasons », est subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° pour les personnes physiques :
  - a) être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

b) ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques;

c) ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore des effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre I<sup>er</sup> du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

d) disposer d'une expérience d'au moins trois ans ou d'une formation telle que définie en annexe 1 dans un domaine lié au stockage de liquides inflammables et à l'utilisation de l'appareil aux ultrasons;

e) disposer du matériel nécessaire pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis;

f) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions;

g) notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

h) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

2° pour les personnes morales :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

b) ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore des effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre I<sup>er</sup> du Règlement général pour la protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

c) ne compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, b), c) et d);

d) avoir comme associé ou à son service les personnes qui satisfont au point 1° pour celles chargées de réaliser les tests in situ;

e) disposer du matériel nécessaire pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis;

f) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions;

g) notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au directeur général de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, ou son délégué, tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

h) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

§ 2. La demande d'agrément en qualité de « technicien ultrasons » est introduite, au moyen du formulaire repris en annexe 2 du présent arrêté, auprès du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou de son délégué, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise d'un récépissé.

§ 3. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'annexe 2.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation du § 2 ci-dessus;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au point § 4, alinéa 2.

§ 4. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement les compléments demandés par envoi ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. S'il estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au requérant dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande.

§ 6. L'agrément en qualité de « technicien ultrasons » est accordé pour une durée de dix ans maximum.

§ 7. L'agrément peut être suspendu ou retiré par décision du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou de son délégué, après que le titulaire de l'agrément ait été entendu et si celui-ci :

1° ne satisfait plus aux conditions d'agrément;

2° fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante ou pour lesquelles il n'est pas agréé.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est envoyée par lettre recommandée à la poste.



§ 8. Un recours contre la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément peut être introduit, dans les vingt jours qui suivent la réception de la notification de la décision, par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater du jour de la réception du recours. »

**Art. 7.** Un article 634ter/5 nouveau est inséré, libellé comme suit :

« Article 634ter/5. § 1<sup>er</sup>. Les épreuves et essais tels que définis sous l'article 634ter/3 donnent lieu à la rédaction d'un procès verbal dans lequel se trouvent consignés divers renseignements repris en annexe 3 du présent arrêté.

Ce certificat est remis à l'usager qui les tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Le technicien en garde également une copie pendant la durée de validité du test.

§ 2. Une plaquette visible, lisible, infalsifiable, indélébile et résistantes aux hydrocarbures est solidement fixée et validée par un plombage sur la conduite de remplissage, où apparaissent l'adresse du réservoir, les coordonnées du technicien agréé, la date du contrôle, l'échéance de la validité du test et le numéro du certificat.

Sur base des constatations faites, la plaquette est de couleur :

1° verte si le réservoir est en règle;

2° orange si le réservoir et les tuyauteries sont étanches mais que certaines réparations s'avèrent nécessaires aux dispositifs de sécurité, aux protections, aux systèmes antidébordement ou encore à la chambre de visite. Une plaquette orange est également apposée durant l'expertise interne du réservoir, de même qu'en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté autorisant l'exploitation du réservoir constaté par le fonctionnaire chargé de la surveillance;

3° rouge si le réservoir ou les tuyauteries ne sont pas étanches.

Cette plaquette est placée le jour même de la réalisation du test.

§ 3. Seuls les réservoirs pourvus d'une plaquette verte visée au § 2 peuvent être remplis et exploités. Les réservoirs munis d'une plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période transitoire de six mois maximum non renouvelable, prenant cours le mois du contrôle. Ce délai est destiné à la mise en ordre de l'installation. Quant aux réservoirs portant une plaquette rouge, ils ne peuvent plus en aucun cas être remplis.

L'absence de plaquette équivaut à une plaquette rouge, sauf si le réservoir possède un certificat de réussite d'un test d'étanchéité antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

En cas d'absence de preuves sur la capacité réelle du réservoir et de son âge, celui-ci est considéré comme ayant une capacité supérieure à 3 000 litres et dont la date d'acquisition est supérieure à dix ans. Par conséquent un test d'étanchéité doit être réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

§ 4. Le fonctionnaire chargé de la surveillance visé aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 est le fonctionnaire ou l'agent désigné par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement. »

**Art. 8.** Un article 634ter/6 nouveau est inséré, libellé comme suit :

« Article 634ter/6. Les réservoirs simple paroi ou double paroi autorisés avant le 1<sup>er</sup> mars 2001 et qui n'ont pas fait l'objet de contrôles ou épreuves depuis plus de dix ans à dater du 12 août 1997, font l'objet des contrôles prévus aux articles 590, 591 et 634ter/3 suivant le calendrier ci-après :

1° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, pour les réservoirs dont l'acquisition date d'au moins trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie;

2° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt à vingt-neuf ans;

3° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à dix-neuf ans.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les réservoirs de classe 2 destinés au chauffage des bâtiments qui ont été autorisés avant le 12 août 1997 et qui n'ont pas fait l'objet de contrôle depuis plus de dix ans à cette même date, font l'objet des contrôles prévus aux articles 590, 591 et 634bis/3 suivant le calendrier ci-après :

1° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, pour les réservoirs dont l'acquisition date d'au moins trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie;

2° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, pour les réservoirs dont l'acquisition date de vingt à vingt-neuf ans;

3° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005, pour les réservoirs dont l'acquisition date de dix à dix-neuf ans. »

**Art. 9.** Un article 634quater nouveau est inséré, libellé comme suit :

« Article 634quater. Tout réservoir est équipé d'un dispositif anti-débordement (sifflet signalant que le réservoir a atteint 95 % de sa capacité maximale, sonde électronique ou mécanique permettant un arrêt automatique du remplissage lorsque le réservoir a atteint 98 % de sa capacité maximale).

Ce dispositif est mis en place avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005. »

**Art. 10.** Les épreuves et contrôles d'étanchéité réalisés conformément aux articles 590, § 2, 591, § 2, 634ter/3, § 3, du RGPT, avant le 1<sup>er</sup> mars 2001, restent valables pour le terme fixé dans le certificat d'étanchéité.

L'application effective des plaquettes de couleur, pour le remplissage ou non du réservoir, n'entre en vigueur qu'à la fin des mesures transitoires.

**Art. 11.** A l'article 681bis/2, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au point 8°, le terme « étanche » est remplacé par les termes « imperméable aux liquides susceptibles d'être recueillis. »

2° Un point 19° est ajouté et libellé comme suit :

« 19° imperméable : ayant un coefficient dynamique de perméabilité vis-à-vis des hydrocarbures inférieur à 2.10-9cm/s, ou un coefficient d'absorption statique d'eau total (NBN B 15-215) inférieur à 7,5 %. Ces valeurs sont attestées par un service technique compétent. »

**Art. 12.** A l'article 681bis/63, les termes « article 681bis/74, § 3 » sont remplacés par les termes « article 681bis/74, § 4 ».

**Art. 13.** A l'article 681bis/65, alinéa 1<sup>er</sup>, entre les termes « pour le sol et du sous-sol » et les termes « les valeurs de référence pour l'eau souterraine » le mot « et » est remplacé par le mot « ou ».

**Art. 14.** A l'article 681bis/69, 1<sup>re</sup> phrase, entre les termes « aux meilleures techniques disponibles » et les termes « les valeurs seuils pour le sol » sont ajoutés les termes « n'engendrant pas de coûts excessifs ».

**Art. 15.** A l'article 681bis/73 sont apportées les modifications suivantes :

1° le point *b* du 1° du § 1<sup>er</sup> est abrogé.

2° les §§ 2 à 6 sont remplacés par les §§ 2 à 8 suivants :

« § 2. La demande d'agrément en qualité d'expert est introduite, au moyen du formulaire repris en annexe 4 du présent arrêté, auprès du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou de son délégué, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise d'un récépissé.

§ 3. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'annexe 4.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation du § 2 ci-dessus;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au point § 4, alinéa 2.

§ 4. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement les compléments demandés par envoi ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. S'il estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au requérant dans un délai de quarante cinq jours à dater :

1° du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;

2° à défaut, du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

§ 6 L'agrément en qualité d'expert est accordé pour une durée de dix ans maximum.

§ 7. L'agrément peut être suspendu ou retiré par décision du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, après que le titulaire de l'agrément ait été entendu et si celui-ci :

1° ne satisfait plus aux conditions d'agrément;

2° fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante ou pour lesquelles il n'est pas agréé.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est envoyée par lettre recommandée à la poste.

§ 8. Un recours contre la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément peut être introduit, dans les vingt jours qui suivent la réception de la notification de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans un délai de soixante jours à dater du jour de la réception du recours. »

**Art. 16.** A l'article 681bis/74, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par le § suivant :

« § 2. L'ensemble des dispositions de la section 4 – Sol - Sous-sol sont d'application dès l'entrée en vigueur du présent arrêté. »

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Sans préjudice des dispositions du § 2, les stations-service existantes se conforment aux prescriptions du présent arrêté suivant le calendrier ci-après :

1° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, pour les stations-service équipées de réservoirs dont l'acquisition date d'au moins de trente ans ou dont la date d'acquisition ne peut être établie;

2° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour les stations-service équipées de réservoirs dont l'acquisition date de vingt à vingt-neuf ans;

3° avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, pour toutes les autres stations-service.

**Art. 17.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup> de l'annexe 1 de l'arrêté du 4 mars 1999, les termes « type d'affectation IV » est remplacé par les termes « type d'affectation III ».

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 3, 6, 11 à 17 et 20.

**Art. 19.** Les annexes 1 à 4 qui suivent sont jointes au chapitre II « Mesures spéciales applicables à certaines industries » du Titre III du Règlement général pour la protection du travail.

**Art. 20.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

---

Annexe 1

**Contenu minimum de la formation à suivre pour répondre aux prescriptions  
du point e) du 1° du § 1<sup>er</sup> de l'article 634ter.4 de l'arrêté modificatif**

La formation d'une durée minimum de vingt heures aborde notamment les points relatifs à la technologie et équipement des réservoirs

Les réservoirs

1. Construction
2. Mise en place
3. Accessoires
4. Détermination de la capacité

Systeme de détection de fuites

1. Détection de fuites avec un fluide inter parois
2. Détection de fuites par dépression
3. Détection de fuites par surpression
4. Détection de fuites pour un réservoir simple paroi placé dans une fosse
5. Détection de fuites pour un réservoir simple paroi enfoui directement dans le sol

Réalisation d'un réservoir à double paroi par le placement d'une membrane intérieure souple

Contrôle du réservoir

1. Détection de la présence d'eau et de boue dans le réservoir
2. Constatations de pollution hors du réservoir
3. Mesures de différences de potentiel entre le sol et le réservoir
4. Contrôle de système anti-débordement
5. Epreuves d'étanchéité du réservoir et des conduites

Corrosivité et protection cathodique

1. Prévention de la pollution

Données pratiques

1. Notions de prévention et lutte contre les incendies
2. Liste de l'outillage nécessaire au contrôleur

Informations complémentaires

Le pétrole et ses dérivés

Tableau de la variation de volume en fonction de la température

Table de conversion

Pouvoirs calorifiques des combustibles utilisés en chauffage domestique

Le Système international d'Unités

Grandeurs, symboles de l'unité

Les unités thermiques, d'électricité, de mécanique et de résistance des matériaux

Tables de conversion

Les différents types de stockage des combustibles liquides

Schémas de principe des tuyauteries : caractéristiques et accessoires

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET



**REGION WALLONNE**  
**FORMULAIRE DE DEMANDE**  
**D'AGREMENT DANS LA DISCIPLINE :**  
**"TECHNICIEN ULTRASONS"**

Annexe 2

REF. LEGALE : ARTICLE 634TER/4 DU REGLEMENT GENERAL POUR LA PROTECTION DU TRAVAIL  
(R.G.P.T.)

CADRE I (RESERVE A L'ADMINISTRATION)

<p>Numéro de dossier : ..... Date d'entrée : .. /.. /..</p> <p>Nom du demandeur : .....</p> <p>Adresse : .....</p> <p>Agent traitant : .....</p>
---

Cadres à compléter par le demandeur

CADRE II : IDENTITE DU DEMANDEUR DE L'AGREMENT

S'il s'agit d'une personne morale (Art. 634ter/4, § 1<sup>er</sup>, 2°)

<p>1.1. Raison sociale ou dénomination :  Forme juridique :</p> <p>Adresse du siège social :</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%;">Commune :</td> <td style="width: 20%;">Code postal :</td> <td style="width: 30%;"></td> </tr> <tr> <td>Rue :</td> <td>N°</td> <td>Bte :</td> </tr> <tr> <td>Tél. :</td> <td>Fax. :</td> <td>e-mail :</td> </tr> </table> <p>Adresse du siège d'exploitation :</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%;">Commune :</td> <td style="width: 20%;">Code postal :</td> <td style="width: 30%;"></td> </tr> <tr> <td>Rue :</td> <td>N°</td> <td>Bte :</td> </tr> <tr> <td>Tél. :</td> <td>Fax. :</td> <td>e-mail :</td> </tr> </table> <p>1.2. Signataire de la demande :</p> <p>Nom :</p> <p>Prénom :</p> <p>Fonction :</p> <p>Tél. :                      Fax. :                      e-mail :</p> <p>1.3. Personne à contacter par l'Administration dans le cadre de la demande :</p>	Commune :	Code postal :		Rue :	N°	Bte :	Tél. :	Fax. :	e-mail :	Commune :	Code postal :		Rue :	N°	Bte :	Tél. :	Fax. :	e-mail :
Commune :	Code postal :																	
Rue :	N°	Bte :																
Tél. :	Fax. :	e-mail :																
Commune :	Code postal :																	
Rue :	N°	Bte :																
Tél. :	Fax. :	e-mail :																

Nom :  
 Prénom :  
 Fonction :  
 Tél. : Fax. : e-mail :  
 Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

- 1.4. Fournir en annexe une copie de la publication des statuts de la personne morale et du dernier acte de nomination de ses administrateurs/gérants ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts (Annexe I).
- 1.5. Fournir en annexe la liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande d'agrément est introduite (Annexe II) ainsi que pour chacune de ces personnes, un certificat de bonnes conduites, vie et mœurs ou, à défaut, tout document en tenant lieu (Annexe VII).
- 1.6. Fournir en annexe une copie du Registre de Commerce principal et de toutes les modifications et déclarations postérieures à l'inscription principale (Annexe III).
- 1.7. Fournir une attestation (à requérir auprès du Tribunal de Commerce compétent) indiquant que la personne morale répond au prescrit de l'art. 634ter/4 § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, b (Annexe IV).
- 1.8. Fournir en annexe une copie d'un contrat d'assurance "couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est requis" (Annexe V).
- 1.9. Fournir en annexe tout renseignement permettant d'établir que le demandeur ne se trouve pas dans "une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions", par exemple sur la composition de l'actionnariat, la maison mère, les filiales... (Annexe VI).

2. S'il s'agit d'une personne physique (Art. 634ter/4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>)

- 2.1. Nom :  
 Prénom :  
 Nationalité :
- 2.2. Domicile  
 Commune Code postal  
 Rue : N° Bte :  
 Tél. : Fax : e-mail :  
 Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :
- 2.3. Adresse du siège d'exploitation :  
 Commune Code postal  
 Rue : N° Bte :  
 Tél. : Fax : e-mail :
- 2.4. Fournir en annexe une copie du Registre de Commerce principal et de toutes les modifications et déclarations postérieures à l'inscription principale (Annexe II).
- 2.5. Fournir en annexe une copie d'un contrat d'assurance "couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est requis" (Annexe V).
- 2.6. Fournir en annexe tout renseignement permettant d'établir que le demandeur ne se trouve pas dans "une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions" (Annexe VI).

CADRE III : COMPETENCES DU DEMANDEUR DE L'AGREMENT  
ET CONDITIONS COMPLEMENTAIRES A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR D'AGREMENT  
(ART. 634TER/4, § 1<sup>er</sup>, 1°, E, ET 2°, D)

Les renseignements repris dans le cadre suivant sont à fournir \* :

— par le "Demandeur Personne physique" ou,

— par le "Demandeur Personne morale", pour les associés et/ou les personnes au service de la personne morale susceptibles de travailler dans le cadre du type d'agrément sollicité.

<p>1. Nom :</p> <p>Prénom :</p> <p>Nationalité :</p> <p>2. Diplôme(s), spécialisation(s) et formation(s) :</p> <p>3. Expérience professionnelle :</p> <p style="padding-left: 20px;">Type(s) de chantiers réalisés et technique(s) utilisée(s) :</p> <p style="padding-left: 20px;">Date(s) et localisation(s) du (des) chantier(s) :</p> <p style="padding-left: 20px;">Société(s) pour laquelle le(s) chantier(s) a (ont) été effectué :</p> <p style="padding-left: 20px;">Personne de contact dans cette (ces) société(s) :</p> <p>4. Le type de contrat liant la personne à la société.</p> <p>5. Un certificat de bonnes conduite, vie et murs ou, à défaut, tout document en tenant lieu (Annexe VIIbis).</p>
--

\* Attention : recopier le cadre III pour chaque personne visée.

CADRE IV : TECHNIQUES ET MATERIELS UTILISES (ART. 634TER/4, § 1<sup>er</sup>, 1°, F, ET 2°, E)

<p>Fournir en annexe une note décrivant les techniques et le matériel utilisés (Annexe VIII).</p> <p>Fournir en annexe une note décrivant la méthode de travail en matière de contrôle des installations de stockage (contrôle d'étanchéité des réservoirs, des tuyauteries, présence d'eau, etc.) (Annexe IX).</p> <p>Cette note comprend la liste des contrôles préconisés et pour chacun d'eux la méthode et le matériel utilisés.</p>
---

CADRE VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

<p>Le demandeur dispose-t-il d'un agrément pour la discipline sollicitée dans une autre région ou à l'étranger ?</p> <p style="padding-left: 20px;">Oui/Non (Biffer la mention inutile).</p> <p style="padding-left: 20px;">Si oui, fournir une copie de l'agrément en annexe (Annexe XI).</p>
--

## ANNEXES

Le demandeur veillera à numéroté et à présenter les annexes selon la numérotation du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires seront numérotées et identifiées dans les différents cadres.

Je soussigné, ..... déclare que les informations ci-dessus sont complètes et exactes.

Fait à ....., le .....

Signature

La demande d'agrément en qualité de technicien pour le contrôle d'étanchéité des réservoirs par ultrasons est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du direction général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

En application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, veuillez noter que le traitement de ces données est confié à la Direction de la Coordination de la Prévention des Pollutions de la Division de la Prévention et des Autorisations. Le maître du fichier est la Région wallonne.

Le traitement est destiné à la gestion de demande d'agrément comme technicien pour le contrôle d'étanchéité par ultrasons en application de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 (M.B. 12/08/97) modifiant le Titre III du règlement pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité aux ultrasons, et de son arrêté modificatif.

Vous pouvez avoir accès aux données qui vous concernent et en obtenir la rectification éventuelle en vous adressant auprès de la Direction de la Coordination de la Prévention des Pollutions de la Division de la Prévention et des Autorisations. Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les traitements automatisés auprès de la commission de la protection de la vie privée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## Annexe 3

**CERTIFICAT TYPE**

Les épreuves d'étanchéité telles que définies sous les articles 590, 591 et 634<sup>ter</sup>/3 donnent lieu à la rédaction d'un procès verbal dans lequel devrait se trouver consignés les renseignements suivants :

— Les références de la législation : arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité par ultrasons;

— Les coordonnées de l'exploitant (propriétaire, locataire, etc.) de la citerne (nom, prénom, adresse, éventuellement la firme, le n° T.V.A., etc.);

— La situation du réservoir et de ses accessoires (tuyauteries, bouche de remplissage, événements, etc.) : adresse, plan d'implantation, etc.;

— La date du contrôle;

— Les coordonnées de l'expert (personne physique ou morale) et le nom du technicien réalisant le test;

— La date de contrôle des différents appareillages par le service technique de leurs fabricants.

— La description de l'installation :

- permis d'exploiter, date d'émission, échéance, n°, capacité autorisée et/ou réelle;

- année d'installation;

- type de réservoir (cylindrique, parallélépipédique, souterrain, en fosse, en cave, aérien, simple paroi, double paroi (nature des parois), métallique, polyester,...

- origine du réservoir, n° de fabrication;

- certificat d'étanchéité antérieur éventuel;

— Le contrôle par ultrasons :

le résultat de l'épreuve d'étanchéité;

- la dépression atteinte lors du test;

- la conclusion

! le réservoir est étanche et peut rester en service (vert)

! une prochaine visite doit avoir lieu avant le ../../..

! le réservoir est étanche mais certaines réparations à l'installation s'avèrent nécessaire (orange), ou expertise

! le réservoir n'est pas étanche et doit être mis hors service (rouge)

Suivant la conclusion, le certificat est de couleur verte, orange ou rouge ou comporte en son entête, de manière lisible, le nom de la couleur de la plaquette.

Celui-ci mentionne sans ambiguïté la conclusion du test.

— Le contrôle sous pression

- le résultat de l'épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous pression de 1 kg/cm<sup>2</sup> pour les réservoirs métalliques;

- le résultat de l'épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous pression de 0,3 kg/cm<sup>2</sup> pour les réservoirs en plastique thermdurcissable renforcé;

- la durée de la mise sous pression;

- la preuve que la durée de mise sous pression est suffisante que pour tenir compte de la précision du manomètre;

— la conclusion

! le réservoir est étanche et peut rester en service (vert)

! une prochaine visite doit avoir lieu avant le ../../..

! le réservoir est étanche mais certaines réparations à l'installation

s'avèrent nécessaire (orange), ou expertise

! le réservoir n'est pas étanche et doit être mis hors service (rouge)

Suivant la conclusion, le certificat est de couleur verte, orange ou rouge ou comporte en son entête, de manière lisible, le nom de la couleur de la plaquette.

Celui-ci mentionne sans ambiguïté la conclusion du test.

— Contrôles complémentaires à effectuer :

contrôle des tuyauteries :

- contrôle visuel du réservoir (chambre de visite) :

- contrôle de la présence de boue et d'eau : ... cm

- contrôle du système de détection de fuite, type :

- contrôle du système antidébordement : type (sifflet 95 %, sonde 98 %, absent) :

- contrôle de pollution en dehors du réservoir :

- contrôle intérieur si nettoyage :

— Remarques :

— Signature du technicien

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET



## REGION WALLONNE

FORMULAIRE DE DEMANDE  
D'AGREMENT DANS LES DISCIPLINES :"INSTALLATION DE STOCKAGE"  
"POLLUTION DU SOL ET DU SOUS-SOL"

## Annexe 4

REF. LEGALES : REGLEMENT GENERAL POUR LA PROTECTION DU TRAVAIL (R.G.P.T.)

ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON DU 4 MARS 1999 (M.B. 11/06/99) MODIFIANT LE TITRE III DU  
REGLEMENT POUR LA PROTECTION DU TRAVAIL EN INSERANT DES MESURES SPECIALES APPLICABLES A  
L'IMPLANTATION ET L'EXPLOITATION DES STATIONS-SERVICE

## CADRE I (RESERVE A L'ADMINISTRATION)

Numéro de dossier : .....	Date d'entrée : .. /.. /..
Nom du demandeur : .....	
Adresse : .....	
Agent traitant : .....	

## CADRES II A VI (A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR)

La demande concerne l'agrément * :
<input type="checkbox"/> dans la discipline "Installation de stockage"
<input type="checkbox"/> dans la discipline "Pollution du sol et du sous-sol"

\* cocher la ou les disciplines demandées. Au cas où la demande porte sur les 2 disciplines, veuillez fournir deux exemplaires du dossier.

## CADRE III : IDENTITE DU DEMANDEUR DE L'AGREMENT

1. S'il s'agit d'une personne morale (art. 681bis/73, § 1<sup>er</sup>, 2°)

1.1.	Raison sociale ou dénomination :			
	Forme juridique :			
	Adresse du siège social :			
	Commune :	Code postal :		
	Rue :	N°	Bte :	
	Tél. :	Fax. :	e-mail :	
	Adresse du siège d'exploitation :			
	Commune :	Code postal :		
	Rue :	N°	Bte :	
	Tél. :	Fax. :	e-mail :	
1.2.	Signataire de la demande :			
	Nom :			
	Prénom :			
	Fonction :			
	Tél. :	Fax. :	e-mail :	
1.3.	Personne à contacter par l'Administration dans le cadre de la demande :			
	Nom :			
	Prénom :			
	Fonction :			
	Tél. :	Fax. :	e-mail :	
	Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :			
1.4.	Fournir en annexe une copie de la publication des statuts de la personne morale et du dernier acte de nomination de ses administrateurs/gérants ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts (Annexe I).			
1.5.	Fournir en annexe la liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande d'agrément est introduite (Annexe II) ainsi que pour chacune de ces personnes, un certificat de bonnes conduite, vie et murs ou, à défaut, tout document en tenant lieu (Annexe VII).			
1.6.	Fournir en annexe une copie du Registre de Commerce principal et de toutes les modifications et déclarations postérieures à l'inscription principale (Annexe III).			
1.7.	Fournir une attestation (à requérir auprès du Tribunal de Commerce compétent) indiquant que la personne morale répond au prescrit de l'art. 681bis/73, § 1 <sup>er</sup> , 2°, b (Annexe IV).			
1.8.	Fournir en annexe une copie d'un contrat d'assurance "couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est requis" (Annexe V)			
1.9.	Fournir en annexe tout renseignement permettant d'établir que le demandeur ne se trouve pas dans "une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions", par exemple sur la composition de l'actionnariat, la maison mère, les filiales... (Annexe VI).			

2. S'il s'agit d'une personne physique (Art. 681bis/73, § 1<sup>er</sup>, 1°)

2.1.	Nom :		
	Prénom :		
	Nationalité :		
2.2.	Domicile		
	Commune		Code postal
	Rue :	N°	Bte :
	Tél. :	Fax :	e-mail :
	Heure(s), jour(s) d'appel préférentie(s) :		
2.3.	Adresse du siège d'exploitation :		
	Commune		Code postal
	Rue :	N°	Bte :
	Tél. :	Fax :	e-mail :
2.4.	Fournir en annexe une copie du Registre de Commerce principal et de toutes les modifications et déclarations postérieures à l'inscription principale (Annexe II).		
2.5.	Fournir en annexe une copie d'un contrat d'assurance "couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est requis" (Annexe V).		
2.6.	Fournir en annexe tout renseignement permettant d'établir que le demandeur ne se trouve pas dans "une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions" (Annexe VI).		

CADRE IV : COMPETENCES DU DEMANDEUR DE L'AGREMENT  
 ET CONDITIONS COMPLEMENTAIRES A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR D'AGREMENT  
 (ART. 681BIS/73, § 1<sup>er</sup>, 1°, E ET 2°, D)

Les renseignements repris dans le cadre suivant sont à fournir \* :

— par le "Demandeur Personne physique" ou,

— par le "Demandeur Personne morale", pour les associés et/ou les personnes au service de la personne morale susceptibles de travailler dans le cadre du type d'agrément sollicité.

1. Nom :
Prénom :
Nationalité :
2. Diplôme(s), spécialisation(s) et formation(s) :
3. Expérience professionnelle :
Type(s) de chantiers réalisés et technique(s) utilisée(s) :
Date(s) et localisation(s) du (des) chantier(s) :
Société(s) pour laquelle le(s) chantier(s) a (ont) été effectué :
Personne de contact dans cette (ces) société(s) :
4. Le type de contrat liant la personne à la société.
5. Un certificat de bonnes conduite, vie et murs ou, à défaut, tout document en tenant lieu (Annexe VIIbis).

\* Attention : recopier le cadre III pour chaque personne visée.

CADRE IV : TECHNIQUES ET MATÉRIELS UTILISÉS (ART. 634<sup>TER</sup>/4, § 1<sup>er</sup>, 1°, F, ET 2°, E)

Fournir en annexe une note décrivant les techniques et le matériel utilisés (Annexe VIII).

Fournir en annexe une note décrivant la méthode de travail en matière de contrôle des installations de stockage (contrôle d'étanchéité des réservoirs, des tuyauteries, présence d'eau, etc.) (Annexe IX).

Cette note comprend la liste des contrôles préconisés et pour chacun d'eux la méthode et le matériel utilisés.

## CADRE VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Le demandeur dispose-t-il d'un agrément pour la discipline sollicitée dans une autre région ou à l'étranger ?

Oui/Non (Biffer la mention inutile).

Si oui, fournir une copie de l'agrément en annexe (Annexe XI).

## ANNEXES

Le demandeur veillera à numéroté et à présenter les annexes selon la numérotation du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires seront numérotées et identifiées dans les différents cadres.

Je soussigné, M ..... déclare que les informations ci-dessus sont complètes et exactes.

Fait à ....., le .....

Signature

La demande d'agrément en qualité de technicien pour le contrôle d'étanchéité des réservoirs par ultrasons est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

En application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, veuillez noter que le traitement de ces données est confié à la Direction de la Coordination de la Prévention des Pollutions de la Division de la Prévention et des Autorisations. Le maître du fichier est la Région wallonne.

Le traitement est destiné à la gestion de demande d'agrément comme technicien pour le contrôle d'étanchéité par ultrasons en application de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 (M.B. 12/08/97) modifiant le Titre III du règlement pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité aux ultrasons, et de son arrêté modificatif.

Vous pouvez avoir accès aux données qui vous concernent et en obtenir la rectification éventuelle en vous adressant auprès de la Direction de la Coordination de la Prévention des Pollutions de la Division de la Prévention et des Autorisations. Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les traitements automatisés auprès de la commission de la protection de la vie privée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme  
et de l'Environnement,

M. FORET

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 126

[C — 2001/27006]

**30. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten und der Ansiedlung und des Betriebs von Tankstellen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Einrichtungen und über die Überwachung der Dampfmaschinen und -kessel in seiner durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, insbesondere der Artikel 590 und 591 des Titels III, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997, des Artikels 599, der Artikel 634ter/3 und 634ter/4, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997 und der Artikel 681bis/2, 681bis/63, 681bis/65, 681bis/69, 681bis/73, 681bis/74 eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 sowie der Anlage 1 zu Letzterem;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2000 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 16. Oktober 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 590 der durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° § 2 wird durch den folgenden § ersetzt:

« § 2. Die eingegrabenen einwandigen Behälter werden einer Dichtheitsprüfung unterzogen, bei der entweder eine Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm<sup>2</sup> oder eine Ultraschallmethode angewandt wird, dies unter Einhaltung der folgenden Intervalle:

1° alle zehn Jahre für die Behälter, die vor zehn bis zwanzig Jahren angeschafft wurden;

2° alle fünf Jahre für die Behälter, die vor einundzwanzig bis dreißig Jahren angeschafft wurden;

3° alle drei Jahre für die Behälter, die älter als dreißig Jahre sind, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann.

Die Leitungen zu diesen Behältern werden ebenfalls gemäß der gleichen Intervalle einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die doppelwandigen Behälter und ihre Leitungen werden ebenfalls alle zehn Jahre einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Intervalle werden ab dem Datum des Betriebsgenehmigungserlasses oder der letzten durchgeführten Prüfung berechnet. »

2° in § 5 wird ein Punkt 13° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« 13° Die Durchführung einer Dichtheitsprüfung bei einem parallelepipedförmigen Behälter mittels Überdruck bzw. Unterdruck ist strengstens verboten. »

3° § 6 wird durch den folgenden § ersetzt:

« § 6. Wenn die Dichtheitsprüfung oder die Dichtheitsprüfung per Ultraschall zweifellos auf einen Dichtheitsmangel der Wände oder der Leitungen des Behälters schließen lässt, so informiert der Techniker unverzüglich:

1° den Bürgermeister;

2° den mit der Überwachung beauftragten Beamten

davon.

Bei Mangel an Dichtheit der Wände des Behälters trifft der Betreiber die folgenden Maßnahmen:

1° vor Instandsetzung, Inertisierung oder Entfernen des Behälters vergewissert er sich davon, dass dieser durch eine Firma entleert, entgast und gesäubert worden ist, die vom zugelassenen Techniker, der die Prüfung durchgeführt hat, unabhängig ist.

2° nach der Instandsetzung der Anlagen lässt er eine zweite Prüfung durch einen zugelassenen Techniker, der von der Firma, die die Instandsetzung durchgeführt hat, unabhängig ist, durchführen, um zu prüfen, ob die Anlagen wieder dicht sind.

3° ist es nicht möglich, den Behälter zu entfernen, so vergewissert er sich davon, dass dieser mit Sand, unlöslichem Schaum oder einem gleichwertigen inerten Material, für welches der technische Beamte seine vorherige Zustimmung gegeben hat, gefüllt ist. »

4° ein neuer § 7 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

« § 7. Die Messgeräte werden unter Einhaltung der folgenden Modalitäten geprüft:

1° für jede vor Ort stattfindende Prüfung:

a) vor dem Anlegen der Geräte wird das Messsystem durch Abtasten geprüft;

b) bevor der Unterdruck eingesetzt wird, wird das Messsystem durch die Schaffung eines künstlichen Lecks geprüft, das durch den Techniker oder jegliches gleichwertiges Verfahren behoben werden kann;



2° eine Prüfung der guten Betriebsfähigkeit der Geräte und Messfühler, insbesondere ihrer Eichung, wird alle sechs Monate durch den Wartungsdienst des Herstellers der Geräte oder durch jeglichen qualifizierten technischen Dienst vorgenommen;

3° der zugelassene Techniker führt ein Register mit den folgenden Angaben:

- a) die Identifizierung der Geräte;
- b) das Datum der jährlichen und/oder zweijährlichen Prüfungen;
- c) die näheren Angaben zur Firma und zur Person, die das Gerät geprüft hat;
- d) die etwaigen Anmerkungen und Feststellungen.»

5° ein neuer § 8 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 8. Der in § 6 mit der Überwachung beauftragte Beamte ist der Beamte oder ein Bediensteter, der in dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23 Dezember 1992

zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bezeichnet wird.»

**Art. 2** - Der § 2 des Artikels 591 derselben Ordnung wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

« § 2. Die in einer angefüllten Grube aufgestellten einwandigen Behälter werden einer Dichtheitsprüfung unterzogen, bei der entweder eine Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm<sup>2</sup> oder eine Ultraschallmethode angewandt wird, dies unter Einhaltung der folgenden Intervalle:

- 1° alle zehn Jahre für die Behälter, die vor zehn bis zwanzig Jahren angeschafft wurden;
- 2° alle fünf Jahre für die Behälter, die vor einundzwanzig bis dreißig Jahren angeschafft wurden;
- 3° alle drei Jahre für die Behälter, die älter als dreißig Jahre sind, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann.

Die Leitungen zu diesen Behältern werden ebenfalls gemäß der gleichen Intervalle einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die in einer angefüllten Grube aufgestellten doppelwandigen Behälter und ihre Leitungen werden ebenfalls alle zehn Jahre einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Intervalle werden ab dem Datum des Betriebsgenehmigungserlasses oder der letzten durchgeführten Prüfung berechnet. »

**Art. 3** - Artikel 599 derselben Ordnung wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«Artikel 599 - § 1. Die in den Artikeln 590-§ 2, 591-§ 2 erwähnten Dichtheitsprüfungen werden durch zugelassene Ultraschalltechniker durchgeführt.

Die Gewährung der Zulassung als "Ultraschalltechniker" unterliegt der Einhaltung der folgenden Bedingungen:

- 1° natürliche Personen:
  - a) Staatsangehöriger eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union oder eines Landes aus dem Europäischen Wirtschaftsraum sein;
  - b) im Besitz seiner zivilen und politischen Rechte sein;
  - c) nicht rechtskräftig und mit noch dauernden Wirkung verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder gegen jegliche gleichwertige Gesetzgebung eines anderen Staates;
  - d) über eine Erfahrung von wenigstens drei Jahren oder eine wie in der Anlage 1 bestimmte Ausbildung in einem mit der Lagerung der feuergefährlichen Flüssigkeiten und der Verwendung des Ultraschallgerätes verbundenen Fachbereich verfügen;
  - e) über das notwendige Material verfügen, um die Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, durchführen zu können;
  - f) sich nicht in einer Lage befinden, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung der Aufgaben gefährdet sein könnte;
  - g) dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung jegliche Änderung bezüglich des ursprünglichen Zulassungsantrags sofort mitteilen;
  - h) einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die Haftpflicht bei der Durchführung der Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, abdeckt.

2° juristische Personen:

- a) gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Landes aus dem Europäischen Wirtschaftsraum gegründet worden sein;
- b) nicht rechtskräftig und mit noch dauernden Wirkung verurteilt worden sein wegen eines

Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder gegen jegliche gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union;

c) unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft verantwortlich zeichnen können, nur Personen zählen, die die unter Punkt 1° b) c) und d) angeführten Bedingungen erfüllen;

d) als Teilhaber oder Bedienstete Personen haben, die dem Punkt 1° genügen, wenn es um die Durchführung der vor Ort stattfindenden Prüfungen geht;

e) über das notwendige Material verfügen, um die Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, durchführen zu können;

f) sich nicht in einer Lage befinden, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung der Aufgaben gefährdet sein könnte;

g) dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung jegliche Änderung bezüglich des ursprünglichen Zulassungsantrags sofort mitteilen;

h) einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die Haftpflicht bei der Durchführung der Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, abdeckt.

§ 2. Der Antrag auf Zulassung als "Ultraschalltechniker" wird bei dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten mittels des in der Anlage 2 zu dem vorliegenden Erlass stehenden Formulars per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung oder gegen eine Abnahmebescheinigung eingereicht.

§ 3. Der Antrag ist unvollständig, wenn gemäß Anlage 2 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung des oben erwähnten § 2 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht in der in § 4, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

§ 4. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter richtet innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter dem Antragsteller die fehlenden Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibebriefs, um dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Post oder Aushändigung gegen Empfangsbestätigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte richtet der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn er den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, gibt der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

§ 5. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter richtet dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen die Zulässigkeit des Antrags bescheinigenden Beschluss gerichtet hat;

§ 6. Die Zulassung als "Ultraschalltechniker" wird für eine Dauer von höchstens zehn Jahren gewährt.

§ 7. Die Zulassung kann durch Beschluss des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seines Beauftragten nach Anhörung des Zulassungsinhabers aufgehoben bzw. entzogen werden, wenn dieser:

1° den Zulassungsbedingungen nicht mehr genügt;

2° Dienste leistet, deren Qualität ungenügend ist, oder für welche er nicht zugelassen ist.

Der Beschluss bezüglich der Aufhebung bzw. des Entzugs der Zulassung wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt.

§ 8. Ein Einspruch gegen den Beschluss bezüglich der Verweigerung, der Aufhebung oder des Entzugs der Zulassung kann innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen nach der Zustellung des Beschlusses bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eingereicht werden.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag des Empfangs des Einspruchs zugestellt.»

**Art. 4** - Ein Artikel 599bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Artikel 599bis - § 1. Die so wie in den Artikeln 590-§ 2 und 591-§ 2 bestimmten Prüfungen und Versuche geben Anlass zur Erstellung eines Protokolls, in dem verschiedene in der Anlage 3 zum vorliegenden Erlass erwähnte Auskünfte festgehalten werden.

Diese Bescheinigung wird dem Benutzer ausgehändigt; dieser wird sie zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten halten. Der Techniker behält ebenfalls während einer Mindestdauer von drei Jahren eine Abschrift davon.

§ 2. Eine sichtbare, lesbare, unverfälschbare, unauslöschliche und kohlenwasserstoffbeständige Prüfplakette wird auf der Einfüllleitung befestigt und mittels einer Plombierung gesichert, worauf die Anschrift des Behälters, die Personalien des zugelassenen Technikers, das Datum der Überprüfung, der Verfalltag der Prüfung und die Nummer der Bescheinigung stehen.

Je nach dem, was festgestellt wurde, ist die Plakette:

1° grün, wenn der Behälter in Ordnung ist;

2° orange, wenn der Behälter und die Leitungen dicht sind und bestimmte Reparaturarbeiten an den Sicherheitsvorrichtungen, den Schutzvorrichtungen, den Vorrichtungen gegen das Überlaufen oder der Besichtigungskammer aber nötig sind. Eine orangefarbene Plakette wird ebenfalls bei der Begutachtung des Inneren des Behälters angebracht, so wie bei durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten festgestellter Nichteinhaltung der Vorschriften des Erlasses, der die Nutzung des Behälters genehmigt;

3° rot, wenn der Behälter und die Leitungen nicht dicht sind.

Diese Plakette wird am Tage der Durchführung der Prüfung angebracht.

§ 3. Nur die mit einer in § 2 erwähnten grünen Plakette versehenen Behälter dürfen gefüllt und in Betrieb genommen werden. Die mit einer orangefarbenen Plakette versehenen Behälter dürfen noch während einer nicht erneuerbaren Übergangsperiode von sechs Monaten, die ab dem Monat der Prüfung läuft, gefüllt werden. Diese Frist ist für die Instandsetzung der Anlage vorgesehen. Was die mit einer roten Plakette versehenen Behälter betrifft, dürfen diese nicht mehr gefüllt werden.

Das Fehlen einer Plakette entspricht einer roten Plakette, es sei denn es wurde für den Behälter eine Bescheinigung für das Bestehen einer Dichtheitsprüfung vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses ausgestellt.

Falls das genaue Fassungsvermögen und das Alter des Behälters nicht bewiesen werden können, wird davon ausgegangen, dass dessen Fassungsvermögen 3000 Liter übertrifft, und dass dessen Anschaffung vor mehr als zehn Jahren stattgefunden hat. Eine Dichtheitsprüfung muss dann vor dem 1. Januar 2005 durchgeführt werden.

§ 4. Der in den §§ 1 und 2 mit der Überwachung beauftragte Beamte ist der Beamte oder der Bedienstete, der in dem Erlass der Wallonischen Regionalverwaltung vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bezeichnet wird. »

**Art. 5** - Der § 3 des Artikels 634ter/3 derselben Ordnung wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

« § 3. Die eingegrabenen bzw. in einer angefüllten Grube aufgestellten einwandigen Behälter werden einer Dichtheitsprüfung unterzogen, bei der eine Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm<sup>2</sup> für Behälter aus Metall und von 0,3 Kg/cm<sup>2</sup> für Behälter aus thermogehärtetem verstärktem Kunststoff, oder eine wie in Artikel 590, §§ 4 bis 7 bestimmte Ultraschallmethode angewandt wird, dies unter Einhaltung der folgenden Intervalle:

1° alle zehn Jahre für die Behälter, die vor zehn bis zwanzig Jahren angeschafft wurden;

2° alle fünf Jahre für die Behälter, die vor einundzwanzig bis dreißig Jahren angeschafft wurden;

3° alle drei Jahre für die Behälter, die älter als dreißig Jahre sind, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann.

Die Leitungen zu diesen Behältern werden ebenfalls gemäß der gleichen Intervalle einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die doppelwandigen Behälter und ihre Leitungen werden ebenfalls alle zehn Jahre einer Dichtheitsprüfung unterzogen.

Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Intervalle werden ab dem Datum des Betriebsgenehmigungserlasses oder der letzten durchgeführten Prüfung berechnet.»

**Art. 6** - Artikel 634ter/4 derselben Ordnung wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

« Artikel 634ter/4 - § 1. Die in Artikel 634ter/3 erwähnten Dichtheitsprüfungen werden durch zugelassene Ultraschalltechniker durchgeführt.

Die Gewährung der Zulassung als "Ultraschalltechniker" unterliegt der Einhaltung der folgenden Bedingungen:

1° natürliche Personen:

a) Staatsangehöriger eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union oder eines Landes aus dem Europäischen Wirtschaftsraum sein;

b) im Besitz seiner zivilen und politischen Rechte sein;

c) nicht rechtskräftig und mit noch dauernden Wirkung verurteilt worden sein wegen eines

Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder gegen jegliche gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union;

d) über eine Erfahrung von wenigstens drei Jahren oder eine wie in der Anlage 1 bestimmte Ausbildung in einem mit der Lagerung der feuergefährlichen Flüssigkeiten und der Verwendung des Ultraschallgerätes verbundenen Fachbereich verfügen;

e) über das notwendige Material verfügen, um die Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, durchführen zu können;

f) sich nicht in einer Lage befinden, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung der Aufgaben gefährdet sein könnte;

g) dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung jegliche Änderung bezüglich des ursprünglichen Zulassungsantrags sofort mitteilen;

h) einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die Haftpflicht bei der Durchführung der Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, abdeckt.

2° juristische Personen:

a) gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Landes aus dem Europäischen Wirtschaftsraum gegründet worden sein;

b) nicht rechtskräftig und mit noch dauernden Wirkung verurteilt worden sein wegen eines

Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder gegen jegliche gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union;

c) unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft verantwortlich zeichnen können, nur Personen zählen, die die unter Punkt 1°, b), c) und d) angeführten Bedingungen erfüllen;

d) als Teilhaber oder Bedienstete Personen haben, die dem Punkt 1° genügen, wenn es um die Durchführung der vor Ort stattfindenden Prüfungen geht;

e) über das notwendige Material verfügen, um die Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, durchführen zu können;

f) sich nicht in einer Lage befinden, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung der Aufgaben gefährdet sein könnten;

g) dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung jegliche Änderung bezüglich des ursprünglichen Zulassungsantrags sofort mitteilen;

h) einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die Haftpflicht bei der Durchführung der Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, abdeckt.

§ 2. Der Antrag auf Zulassung als "Ultraschalltechniker" wird bei dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten mittels des in der Anlage 2 zu dem vorliegenden Erlass stehenden Formulars per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung oder gegen eine Abnahmebescheinigung eingereicht.

§ 3. Der Antrag ist unvollständig, wenn gemäß Anlage 2 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung der oben erwähnten Anlage 2 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht in der in § 4, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

§ 4. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter richtet innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter dem Antragsteller die fehlenden Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibebriefs, um dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Post oder Aushändigung gegen Empfangsbestätigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte richtet der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn er den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, gibt der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

§ 5. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter richtet dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen die Zulässigkeit des Antrags bescheinigenden Beschluss gerichtet hat;

§ 6. Die Zulassung als "Ultraschalltechniker" wird für eine Dauer von höchstens zehn Jahren gewährt.

§ 7. Die Zulassung kann durch Beschluss des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seines Beauftragten nach Anhörung des Zulassungsinhabers aufgehoben bzw. entzogen werden, wenn dieser:

1° den Zulassungsbedingungen nicht mehr genügt;

2° Dienste leistet, deren Qualität ungenügend ist, oder für welche er nicht zugelassen ist.

Der Beschluss bezüglich der Aufhebung bzw. des Entzugs der Zulassung wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt.



§ 8. Ein Einspruch gegen den Beschluss bezüglich der Verweigerung, der Aufhebung oder des Entzugs der Zulassung kann innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen nach der Zustellung des Beschlusses bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eingereicht werden.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag des Empfangs des Einspruchs zugestellt. »

**Art. 7** - Ein neuer Artikel 634ter/5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„Artikel 634ter/5 - § 1. Die so wie in Artikel 634ter/3 bestimmten Prüfungen und Versuche geben Anlass zur Erstellung eines Protokolls, in dem verschiedene in der Anlage 3 zum vorliegenden Erlass erwähnte Auskünfte festgehalten werden.

Diese Bescheinigung wird dem Benutzer ausgehändigt; dieser wird sie zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten halten. Der Techniker behält ebenfalls während der Gültigkeitsdauer der Prüfung eine Abschrift davon.

§ 2. Eine sichtbare, lesbare, unverfälschbare, unauslöschliche und kohlenwasserstoffbeständige Prüfplakette wird auf der Einfüllleitung befestigt und mittels einer Plombierung gesichert, worauf die Anschrift des Behälters, die Personalien des zugelassenen Technikers, das Datum der Überprüfung, der Verfalltag der Prüfung und die Nummer der Bescheinigung stehen.

Je nach dem, was festgestellt wurde, ist die Plakette:

1° grün, wenn der Behälter in Ordnung ist;

2° orange, wenn der Behälter und die Leitungen dicht sind und bestimmte Reparaturarbeiten an den Sicherheitsvorrichtungen, den Schutzvorrichtungen, den Vorrichtungen gegen das Überlaufen oder der Besichtigungskammer aber nötig sind. Eine orangefarbene Plakette wird ebenfalls bei der Begutachtung des Inneren des Behälters angebracht, so wie bei durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten festgestellter Nichteinhaltung der Vorschriften des Erlasses, der die Nutzung des Behälters genehmigt;

3° rot, wenn der Behälter und die Leitungen nicht dicht sind.

Diese Plakette wird am Tage der Durchführung der Prüfung angebracht.

§ 3. Nur die mit einer in § 2 erwähnten grünen Plakette versehenen Behälter dürfen gefüllt und in Betrieb genommen werden. Die mit einer orangefarbenen Plakette versehenen Behälter dürfen noch während einer nicht erneuerbaren Übergangsperiode von sechs Monaten, die ab dem Monat der Prüfung läuft, gefüllt werden. Diese Frist ist für die Instandsetzung der Anlage vorgesehen. Was die mit einer roten Plakette versehenen Behälter betrifft, dürfen diese nicht mehr gefüllt werden.

Das Fehlen einer Plakette entspricht einer roten Plakette, es sei denn es wurde für den Behälter eine Bescheinigung für das Bestehen einer Dichtheitsprüfung vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses ausgestellt.

Falls das genaue Fassungsvermögen und das Alter des Behälters nicht bewiesen werden können, wird davon ausgegangen, dass dessen Fassungsvermögen 3000 Liter übertrifft, und dass dessen Anschaffung vor mehr als zehn Jahren stattgefunden hat. Eine Dichtheitsprüfung muss dann vor dem 1. Januar 2005 durchgeführt werden.

§ 4. Der in den §§ 1 und 2 mit der Überwachung beauftragte Beamte ist der Beamte oder der Bedienstete, der in dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bezeichnet wird.»

**Art. 8** - Ein neuer Artikel 634ter/6 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

« Artikel 634ter/6 - Die einwandigen oder doppelwandigen Behälter, die vor dem 1. März 2001 genehmigt wurden, und die seit mehr als zehn Jahren ab dem 12. August 1997 nicht Gegenstand von Kontrollen oder Prüfungen gewesen sind, werden gemäß dem folgenden Kalender den in den Artikeln 590, 591 und 634ter/3 vorgesehenen Kontrollen unterzogen:

1° vor dem 1. Januar 2003 für die Behälter, die vor mindestens dreißig Jahren angeschafft wurden, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann;

2° vor dem 1. Januar 2006 für die Behälter, die vor zwanzig bis neunundzwanzig Jahren angeschafft wurden;

3° vor dem 1. Januar 2010 für die Behälter, die vor zehn bis neunzehn Jahren angeschafft wurden.

In Abweichung vom vorherigen Absatz werden die zum Beheizen von Gebäuden bestimmten Behälter der Klasse 2, die vor dem 12. August 1997 genehmigt wurden, und die seit über zehn Jahren ab demselben Datum keiner Kontrolle unterzogen wurden, gemäß dem folgenden Kalender den in den Artikeln 590, 591 und 634bis/3 vorgesehenen Kontrollen unterzogen:

1° vor dem 1. Januar 2003 für die Behälter, die vor mindestens dreißig Jahren angeschafft wurden, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann;

2° vor dem 1. Januar 2004 für die Behälter, die vor zwanzig bis neunundzwanzig Jahren angeschafft wurden;

3° vor dem 1. Januar 2005 für die Behälter, die vor zehn bis neunzehn Jahren angeschafft wurden. »

**Art. 9** - Ein neuer Artikel 634quater mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

« Artikel 634quater - Jeder Behälter muss mit einer Vorrichtung ausgerüstet werden, die das Überlaufen verhindert (Signalpeife, die informiert, dass der Behälter zu 95 % seines maximalen Fassungsvermögens gefüllt ist, elektronische oder mechanische Sonde, die das Füllen automatisch beendet, wenn der Behälter zu 98 % seines maximalen Fassungsvermögens gefüllt ist).

Diese Vorrichtung wird vor dem 1. Januar 2005 installiert.»



**Art. 10** - Die vor dem 1. März 2001 gemäß den Artikeln 590-§ 2, 591-§ 2, 634ter/3-§ 3 der A.A.S.O. durchgeführten Prüfungen und Kontrollen der Dichtheit bleiben für die in der Dichtheitsbescheinigung festgesetzte Dauer gültig.

Das endgültige Anbringen der farbigen Plaketten, die das Füllen des Behälters bedingen, tritt erst am Ende der Übergangsmaßnahmen in Kraft.

**Art. 11** - In Artikel 681bis/2 werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° In Punkt 8° wird der Wortlaut "dichtes Bauwerk" durch den Wortlaut „Bauwerk, das für die möglicherweise aufzunehmenden Flüssigkeiten undurchlässig ist, und« ersetzt;

2° Ein Punkt 19° mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«19° undurchlässig: mit einem dynamischen Durchlässigkeitskoeffizienten bezüglich der Kohlenwasserstoffe unter 2.10-9 cm/s oder einem totalen statischen Absorptionskoeffizienten für Wasser (NBN B 15-215) unter 7,5 %. Diese Werte werden durch einen fachkundigen technischen Dienst bescheinigt.»

**Art. 12** - In Artikel 681bis/63 wird der Wortlaut "Artikel 681bis/74, § 3" durch den Wortlaut "Artikel 681bis/74, § 4" ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel 681bis/65, Absatz 1 wird zwischen dem Wortlaut "für den Boden und den Untergrund" und dem Wortlaut "die Bezugswerte für das Grundwasser" das Wort "sowie" durch das Wort "oder" ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel 681bis/69, im ersten Satz, wird zwischen den Wortlaut "die den bestmöglichen Techniken entsprechen" und den Wortlaut "die Schwellenwerte für den Boden" der Wortlaut "die keine übertriebenen Kosten verursachen" eingefügt.

**Art. 15** - In Artikel 681bis/73 werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° § 1, 1°, Punkt B wird gestrichen.

2° Die §§ 2 bis 6 werden durch die folgenden §§ 2 bis 8 ersetzt:

«§ 2. Der Antrag auf Zulassung als "Sachverständiger" wird bei dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten mittels des in der Anlage 4 zu dem vorliegenden Erlass stehenden Formulars per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung oder gegen eine Abnahmebescheinigung eingereicht.

§ 3. Der Antrag ist unvollständig, wenn gemäß Anlage 4 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung des oben erwähnten § 2 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal nacheinander als unvollständig betrachtet wurde;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht in der in § 4, Absatz 2 erwähnten Frist einreicht.

§ 4. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter richtet innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter dem Antragsteller die fehlenden Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibebriefs, um dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Post oder Aushändigung gegen Empfangsbestätigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen oder Auskünfte richtet der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn er den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, gibt der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

§ 5. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder sein Beauftragter richtet dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünf und vierzig Tagen:

1° ab dem Tag, an dem er ihm seinen die Zulässigkeit des Antrags bescheinigenden Beschluss gerichtet hat;

2° in Ermangelung davon, ab dem Tag, der auf die Frist folgt, über welche er verfügte, um ihm seinen Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags zu richten.

§ 6. Die Zulassung als Sachverständiger wird für eine Dauer von höchstens zehn Jahren gewährt.

§ 7. Die Zulassung kann durch Beschluss des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seines Beauftragten nach Anhörung des Zulassungsinhabers aufgehoben bzw. entzogen werden, wenn dieser:

1° den Zulassungsbedingungen nicht mehr genügt;

2° Dienste leistet, deren Qualität ungenügend ist, oder für welche er nicht zugelassen ist.

Der Beschluss bezüglich der Aufhebung bzw. des Entzugs der Zulassung wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt.

§ 8. Ein Einspruch gegen den Beschluss bezüglich der Verweigerung, der Aufhebung oder des Entzugs der Zulassung kann innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen nach der Zustellung des Beschlusses bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eingereicht werden.

Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag des Empfangs des Einspruchs zugestellt.»

**Art. 16** - In Artikel 681bis/74 werden die folgenden Abänderungen angebracht:

1° der § 2 wird durch den folgenden § ersetzt:

« § 2. Alle Bestimmungen des Abschnitts 4 – Boden und Untergrund sind ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbar. »

2° der § 4 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« § 4. Unbeschadet der Bestimmungen des § 2 bringen sich die bestehenden Tankstellen mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gemäß dem folgenden Kalender in Übereinstimmung:

1° vor dem 1. Januar 2003 für die Tankstellen, die mit Behältern ausgerüstet sind, die vor mindestens dreißig Jahren angeschafft wurden, oder deren Anschaffungsdatum nicht festgestellt werden kann;

2° vor dem 1. Januar 2006 für die Tankstellen, die mit Behältern ausgerüstet sind, die vor zwanzig bis neunundzwanzig Jahren angeschafft wurden;

3° vor dem 1. Januar 2010 für alle anderen Tankstellen.»

**Art. 17** - In Artikel 6 § 1 der Anlage zum Erlass vom 4. März 1999 wird der Wortlaut "Zweckbestimmung IV" durch den Wortlaut "Zweckbestimmung III" ersetzt.

**Art. 18** - Mit Ausnahme der Artikel 3, 6, 11 bis 17 und 20 tritt der vorliegende Erlass am ersten Tag des dritten auf seine Veröffentlichung folgenden im *Belgischen Staatsblatt* Monats in Kraft.

**Art. 19** - Die nachstehenden Anlagen 1 bis 4 werden dem Kapitel II "Auf bestimmte Industrien anwendbare Sondermaßnahmen" des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung beigelegt.

**Art. 20** - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

#### Anlage 1

##### **Minimaler Lerninhalt der abzulegenden Ausbildung, um den Bestimmungen von Artikel 634ter.4, § 1, 1°, Punkt e) des Abänderungserlasses zu genügen**

Die Ausbildung wird mindestens 20 Stunden dauern und insbesondere die mit der Technologie und der Ausrüstung der Behälter verbundenen Themen betreffen.

1. Die Behälter
  1. Herstellung
  2. Anlegen
  3. Zubehör
  4. Bestimmung des Fassungsvermögens
2. System zur Erkennung von Leckstellen
  1. Erkennung von Leckstellen mittels einer Flüssigkeit zwischen den Wänden
  2. Erkennung von Leckstellen durch Unterdruck
  3. Erkennung von Leckstellen durch Überdruck
  4. Erkennung von Leckstellen bei einem einwandigen in einer Grube aufgestellten Behälter
  5. Erkennung von Leckstellen bei einem einwandigen direkt im Boden eingegrabenen Behälter
3. Herstellung eines doppelwandigen Behälters mittels Anbringung einer inneren elastischen Membrane
4. Überprüfung des Behälters
  1. Erkennung der Anwesenheit von Wasser und Schlamm im Behälter
  2. Feststellung von Umweltverschmutzung außerhalb des Behälters
  3. Messung von Spannungsunterschieden zwischen dem Boden und dem Behälter
  4. Prüfung der Überlaufsicherung
  5. Prüfungen bezüglich der Dichtheit von Behälter und Leitungen

## 5. Korrosionsbeständigkeit und kathodischer Schutz

1. Vorbeugung der Umweltverschmutzung

## 6. Praktische Angaben

1. Grundkenntnisse über die Vorbeugung und die Bekämpfung der Brände
2. Liste des für den Prüfer nötigen Werkzeugs

## Zusätzliche Informationen

1. Das Erdöl und seine Derivate
2. Tabelle der Volumenschwankungen aufgrund der Temperatur
3. Umrechnungstabelle
4. Brennwerte der für die Raumheizung benutzten Brennstoffe
5. Das Internationale Einheitssystem
6. Werte, Symbole der Einheit

7. Die thermischen Einheiten, die Elektrizitätseinheiten, die Mechanikeinheiten und die Einheiten in Sachen Materialfestigkeit

8. Umrechnungstabellen
9. Die verschiedenen Lagerungsarten für die flüssigen Brennstoffe
10. Übersichtsschemen der Leitungen: Eigenschaften und Zubehör

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000 zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten und der Ansiedlung und des Betriebs von Tankstellen beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

---

**WALLONISCHE REGION**

**ANTRAGFORMULAR FÜR EINE ZULASSUNG ALS:**

**“ULTRASCHALLTECHNIKER”**

Anlage 2

GESETZLICHE REF.: ARTIKEL 634<sup>TER</sup>/4 DER ALLGEMEINEN ARBEITSSCHUTZORDNUNG (A.A.S.O.)

FELD I (DER VERWALTUNG VORBEHALTEN)

Aktennummer:.....	Eingangsdatum:.. /.. /..
Name des Antragstellers:.....	
Anschrift:.....	
Sachbearbeiter:.....	

Vom Antragsteller auszufüllende Felder

## FELD II: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS

## 1. Wenn es sich um eine juristische Person handelt (Art.634ter/4 § 1, 2°)

1.1.	Gesellschaftsbezeichnung bzw. -name:		
	Rechtsform:		
	Anschrift des Gesellschaftssitzes:		
	Gemeinde:	Postleitzahl:	
	Straße:	Nr.	Fach:
Tel.:	Fax.:	E-mail:	
	Anschrift des Betriebssitzes		
	Gemeinde:	Postleitzahl:	
	Straße:	Nr.	Fach:
	Tel.:	Fax.:	E-mail:
1.2.	Unterzeichner des Antrags:		
	Name:		
	Vorname:		
	Funktion:		
	Tel.:	Fax.:	E-mail:
1.3.	Kontaktperson für die Verwaltung:		
	Name:		
	Vorname:		
	Funktion:		
	Tel.:	Fax.:	E-mail:
	Bevorzugte(r) Uhrzeit(en) bzw. Tag(e) für den Anruf:		
1.4.	Eine Abschrift der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person und der letzten Ernennungs-urkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder/Geschäftsführer oder eine beglaubigte Abschrift des Antrags auf Veröffentlichung der Satzungen beifügen (Anlage I).		
1.5.	Die Namensliste der Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer oder Personen, die für die Gesellschaft zeichnen dürfen, für welche der Antrag auf Zulassung gestellt wird (Anlage II) sowie für jede dieser Personen ein Führungszeugnis oder, in Ermangelung dessen, jegliches Dokument, das es ersetzt, beifügen (Anlage VII).		
1.6.	Eine Abschrift des hauptsächlichen Handelsregisters und aller nach der hauptsächlichen Eintragung vorgenommenen Abänderungen und Erklärungen beifügen (Anlage III).		
1.7.	Eine Bescheinigung (beim zuständigen Handelsgericht erhältlich) beifügen, in der angegeben wird, dass die juristische Person den Bestimmungen des Art. 634ter/4 § 1, 2°, b genügt (Anlage IV).		
1.8.	Eine Abschrift eines Versicherungsvertrags beifügen, der "die zivilrechtliche Haftung deckt, die mit den Aufträgen verbunden ist, für die die Zulassung erforderlich ist" (Anlage V)		
1.9.	Jegliche Auskünfte beifügen, wonach festgestellt werden kann, dass der Antragsteller "sich nicht in einer Lage befindet, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben gefährdet sein könnten", zum Beispiel über die Zusammensetzung der Aktienbeteiligung, die Muttergesellschaft, die Filialen (Anlage VI)		

2. Wenn es sich um eine natürliche Person handelt (Art. 634<sup>ter</sup>/4 § 1, 1°)

2.1.	Name:		
	Vorname:		
	Staatsangehörigkeit:		
2.2.	Wohnsitz:		
	Gemeinde:	Postzahl:	
	Straße:	Nr.:	Fach:
	Tel.:	Fax.:	E-mail:
	Bevorzugte(r) Uhrzeit(en) bzw. Tag(e) für den Anruf:		
2.3.	Anschrift des Betriebssitzes:		
	Gemeinde:	Postzahl:	
	Straße:	Nr.:	Fach:
	Tel.:	Fax.:	E-mail:
2.4.	Eine Abschrift des hauptsächlichen Handelsregisters und aller nach der hauptsächlichen Eintragung vorgenommenen Abänderungen und Erklärungen beifügen (Anlage II)		
2.5.	Eine Abschrift eines Versicherungsvertrags beifügen, der "die zivilrechtliche Haftung deckt, die mit den Aufträgen verbunden ist, für die die Zulassung erforderlich ist" (Anlage V)		
2.6.	Jegliche Auskünfte beifügen, wonach festgestellt werden kan, dass der Antragsteller sich nicht in einer Lage befindet, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben gefährdet sein könnten" (Anlage VI)		

FELD III: FACHKENNTNISSE DES ANTRAGSTELLERS  
UND ZUSÄTZLICHE DURCH DEN ANTRAGSTELLER ZU ERFÜLLENDE BEDINGUNGEN  
(ART. 634<sup>TER</sup>/4 § 1, 1°, E, UND 2°, D)

Die Bereitstellung der im folgenden Feld erwähnten Auskünfte obliegt\*:

— dem "Antragsteller als natürlicher Person" oder

— dem "Antragsteller als juristischer Person" für die Teilhaber und/oder die im Dienste der juristischen Person stehenden Personen, die im Rahmen der beantragten Zulassungsart eventuell arbeiten könnten.

1. Name:
Vorname:
Staatsangehörigkeit:
2. Diplom(e), Spezialisierung(en) und Ausbildung(en):
3. Berufliche Erfahrung:
Art der durchgeführten Arbeiten und der benutzten Technik(en):
Datum/Daten und Ortslage(n) der Baustelle(n):
Firma(en), für welche diese Arbeit(en) durchgeführt wurde(n):
Kontaktperson in dieser/diesen Firma/Firmen:
4. Die Art des Vertrags, der die Person mit dieser Firma verbindet.
5. Ein Führungszeugnis oder in Ermangelung dessen jegliches Dokument, das es ersetzt (Anlage VII <sup>bis</sup> ).

\* Achtung: für jede betroffene Person eine Kopie des Felds III ausfüllen.

FELD IV: VERWENDETE TECHNIKEN UND AUSRÜSTUNGEN  
(ART. 634TER/4 § 1, 1°, F, UND 2°, E)

Eine Beschreibung der verwendeten Techniken und Ausrüstungen beifügen (Anlage VIII)

Eine Beschreibung der Arbeitsmethode bezüglich der Prüfung der Lagerungsanlagen beifügen (Prüfung der Dichtheit der Behälter, der Leitungen, Anwesenheit von Wasser, usw.) (Anlage IX)

Diese Note enthält die Liste der vorgeschriebenen Prüfungen und für jede Prüfung die verwendete Methode und Ausrüstung.

FELD VI: ZUSÄTZLICHE AUSKÜNFTE

Verfügt der Antragsteller über eine Zulassung für das beantragte Fach in einer anderen Region oder im Ausland?

Ja/Nein (Unzutreffendes bitte streichen)

Falls ja, eine Abschrift der Zulassung bitte beifügen (Anlage XI)

ANLAGEN

Der Antragsteller wird dafür sorgen, dass die Anlagen unter Berücksichtigung der Numerierung des vorliegenden Formulars vorgelegt werden.

Die zusätzlichen Anlagen werden in den verschiedenen Feldern numeriert und identifiziert.

Ich, ..... erkläre, dass die oben stehenden Auskünfte vollständig und richtig sind.

In....., am.....

Unterschrift

Der Antrag auf Zulassung als Techniker für das Prüfen der Dichtheit der Behälter per Ultraschall wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung bei dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eingereicht

In Anwendung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten informieren wir Sie, dass die Direktion der Koordination der Bekämpfung der Umweltverschmutzung der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen mit der Verarbeitung dieser Daten beauftragt wird. Verantwortlich für diese Daten ist die Wallonische Region.

Zweck der Verarbeitung ist die Behandlung des Antrags auf Zulassung als Techniker für die Überprüfung der Dichtheit per Ultraschall in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997 (B. S. 12.08.97) zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten, mit dem Zweck, die Dichtheitsprüfung per Ultraschall zu genehmigen, und seines Abänderungserlasses.

Sie können Zugang zu den sie betreffenden Daten haben und deren etwaige Berichtigung bewirken, indem Sie sich an die Direktion der Koordination der Bekämpfung der Umweltverschmutzung der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen wenden. Bei dem Ausschuss für den Schutz des Privatlebens können Sie zusätzliche Auskünfte über die automatisierte Datenverarbeitung erhalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000 zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten und der Ansiedlung und des Betriebs von Tankstellen beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET



## Anlage 3

**MUSTERBESCHEINIGUNG**

Die Dichtheitsprüfungen, so wie sie in den Artikeln 590, 591 und 634<sup>ter</sup>/3 bestimmt werden, geben Anlass zur Erstellung eines Protokolls, in dem die folgenden Auskünfte stehen sollten:

— Die Angabe der Gesetzgebung: Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997 zur

Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten, mit dem Zweck, die Dichtheitsprüfung per Ultraschall zu genehmigen;

— Die Angaben zum Betreiber (Eigentümer, Mieter, usw.) des Behälters (Name, Vorname, Anschrift, eventuell der Firmenname, die MwSt.-Nr., usw.);

— Die Ortslage des Behälters und seines Zubehörs (Leitungen, Füllstutze, Entlüftungsöffnungen, usw.): Anschrift, Aufstellungsplan, usw.;

— Das Datum der Prüfung;

— Die Angaben zum Sachverständigen (physische oder juristische Person) und der Name des Technikers, der den Test durchführt;

— Das Datum der Überprüfung der verschiedenen Ausrüstungen durch den technischen Dienst ihrer Hersteller;

— Die Beschreibung der Anlage:

- Betriebsgenehmigung, Ausstellungsdatum, Verfalltag, Nr., genehmigtes und/oder

- tatsächliches Fassungsvermögen;

- Aufstellungsjahr;

- Behältertyp (zylindrisch, parallelepipedförmig, unterirdisch, in einer Grube, in einem Keller, oberirdisch, einwandig, doppelwandig (Art der Wände), metallisch, aus Polyester, ...

- Herkunft des Behälters, Herstellungsnummer;

- Etwaige vorherige Dichtheitsbescheinigung;

— Die Ultraschall-Prüfung;

- Das Ergebnis der Dichtheitsüberprüfung;

- Der während des Tests erreichte Unterdruck;

- Die Schlussfolgerung

! Der Behälter ist dicht und kann weiter in Betrieb bleiben (grün)

! Die nächste Besichtigung muss vor dem ../../.. stattfinden

! Der Behälter ist dicht; bestimmte Reparaturen an der Anlage

sind aber nötig (orange), oder Begutachtung

! Der Behälter ist nicht dicht und muss außer Betrieb gesetzt

werden (rot)

Je nach der Schlussfolgerung ist die Bescheinigung grün, orange oder rot, oder der Name der Farbe der Plakette steht gut lesbar oben auf dem Blatt.

Die Bescheinigung gibt die Schlussfolgerung des Testes klar und deutlich an.

— Die Druckprüfung

- das Ergebnis der mittels einer Flüssigkeit unter einem Druck von 1 Kg/cm<sup>2</sup> durchgeführten

- Dichtheitsprüfung, was die metallischen Behälter betrifft;

- das Ergebnis der mittels einer Flüssigkeit unter einem Druck von 0,3 Kg/cm<sup>2</sup> durchgeführten

- Dichtheitsprüfung, was die Behälter aus thermogehärtetem verstärktem Kunststoff betrifft;

- Die Dauer der Stellung unter Druck;

- Der Beweis, dass die Dauer der Stellung unter Druck lang genug ist, um die Genauigkeit des Manometers zu berücksichtigen;

- Die Schlussfolgerung

! Der Behälter ist dicht und kann weiter in Betrieb bleiben (grün)

! Die nächste Besichtigung muss vor dem ../../.. stattfinden

! Der Behälter ist dicht; bestimmte Reparaturen an der Anlage

sind aber nötig (orange), oder Begutachtung

! Der Behälter ist nicht dicht und muss außer Betrieb gesetzt

werden (rot)

Je nach der Schlussfolgerung ist die Bescheinigung grün, orange oder rot, oder der Name der Farbe der Plakette steht gut lesbar oben auf dem Blatt.

und deutlich an.

Die Bescheinigung gibt die Schlussfolgerung des Testes klar

— Zusätzliche durchzuführende Überprüfungen:

- Überprüfung der Leitungen:

- Sichtprüfung des Behälters (Besichtigungskammer):

- Überprüfung der Anwesenheit von Schlamm und Wasser: .... Cm

- Überprüfung des Systems zur Erkennung von Leckstellen, Typ:
- Überprüfung der Überlaufsicherung: Typ (Pfeife 95 %, Sonde 98 %, kein):
- Überprüfung der Umweltverschmutzung außerhalb des Behälters:
- Überprüfung des Inneren, falls Säuberung:
- Anmerkungen:
- Unterschrift des Technikers

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000 zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten und der Ansiedlung und des Betriebs von Tankstellen beigelegt zu werden.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

WALLONISCHE REGION

ANTRAGFORMULAR FÜR EINE ZULASSUNG IN DEN FACHBEREICHEN:

“LAGERUNGSANLAGEN”  
“VERSCHMUTZUNG DES BODENS UND DES UNTERGRUNDS”

Anlage a

GESETZLICHE REF.: ALLGEMEINE ARBEITSSCHUTZORDNUNG (A.A.S.O.)

ERLASS DER WALLONISCHEN REGIERUNG VOM 4. MÄRZ 1999 (B.S. 11.06.99) ZUR ABÄNDERUNG VON TITEL III DER ALLGEMEINEN ARBEITSSCHUTZORDNUNG, DURCH DEN AUF DIE ANSIEDLUNG UND DEN BETRIEB VON TANKSTELLEN ANWENDBARE SONDERBESTIMMUNGEN EINGEFÜGT WERDEN

FELD I (DER VERWALTUNG VORBEHALTEN)

Aktenummer:.....	Eingangsdatum:.. /.. /..
Name des Antragstellers:.....	
Anschrift:.....	
Sachbearbeiter:.....	

FELDER II BIS VI (VOM ANTRAGSTELLER AUSZUFÜLLEN)

Der Antrag betrifft die Zulassung*:
<input type="checkbox"/> in dem Fachbereich “Lagerungsanlagen”
<input type="checkbox"/> in dem Fachbereich “Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds”

\* den/die beantragten Fachbereich(e) ankreuzen. Falls der Antrag beide Fachbereiche betrifft, bitte zwei Ausfertigungen der Akte einreichen.

## FELD III: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS

## 1. Wenn es sich um eine juristische Person handelt (Art. 681bis/73 § 1 2°)

1.1.	Gesellschaftsbezeichnung bzw. -name: Rechtsform: Anschrift des Gesellschaftssitzes: Gemeinde: Postleitzahl: Straße: Tel.: Fax.: Nr. E-mail: Fach:
	Anschrift des Betriebssitzes Gemeinde: Postleitzahl: Straße: Nr. Fach: Tel.: Fax.: E-mail:
1.2.	Unterzeichner des Antrags: Name: Vorname: Funktion: Tel.: Fax.: E-mail:
1.3.	Kontaktperson für die Verwaltung: Name: Vorname: Funktion: Tel.: Fax.: E-mail: Bevorzugte(r) Uhrzeit(en) bzw. Tag(e) für den Anruf:
1.4.	Eine Abschrift der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person und der letzten Ernennungs- urkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder/Geschäftsführer oder eine beglaubigte Abschrift des Antrags auf Veröffentlichung der Satzungen beifügen (Anlage I).
1.5.	Die Namensliste der Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer oder Personen, die für die Gesellschaft zeichnen dürfen, für welche der Antrag auf Zulassung gestellt wird (Anlage II) sowie für jede dieser Personen ein Führungszeugnis oder, in Ermangelung dessen, jegliches Dokument, das es ersetzt, beifügen (Anlage VII).
1.6.	Eine Abschrift des hauptsächlichen Handelsregisters und aller nach der hauptsächlichen Eintragung vorgenommenen Abänderungen und Erklärungen beifügen (Anlage III).
1.7.	Eine Bescheinigung (beim zuständigen Handelsgericht erhältlich) beifügen, in der angegeben wird, dass die juristische Person den Bestimmungen des Art. 681bis/73 § 1, 2°, b genügt (Anlage IV).
1.8.	Eine Abschrift eines Versicherungsvertrags beifügen, der "die zivilrechtliche Haftung deckt, die mit den Aufträgen verbunden ist, für die die Zulassung erforderlich ist" (Anlage V)
1.9.	Jegliche Auskünfte beifügen, wonach festgestellt werden kann, dass der Antragsteller "sich nicht in einer Lage befindet, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben gefährdet sein könnten", zum Beispiel über die Zusammensetzung der Aktienbeteiligung, die Mutterge- sellschaft, die Filialen (Anlage VI)

2. Wenn es sich um eine natürliche Person handelt (Art. 681*bis*/73 § 1 1°)

2.1.	Name: Vorname: Staatsangehörigkeit:		
2.2.	Wohnsitz: Gemeinde: Straße: Tel.: Bevorzugte(r) Uhrzeit(en) bzw. Tag(e) für den Anruf:	Postzahl: Nr.: E-mail: Fax.:	Fach:
2.3.	Anschrift des Betriebssitzes: Gemeinde: Straße: Tel.:	Postzahl: Nr.: E-mail: Fax.:	Fach:
2.4.	Eine Abschrift des hauptsächlichen Handelsregisters und aller nach der hauptächlichen Eintragung vorgenommenen Abänderungen und Erklärungen beifügen (Anlage II)		
2.5.	Eine Abschrift eines Versicherungsvertrags beifügen, der "die zivilrechtliche Haftung deckt, die mit den Aufträgen verbunden ist, für die die Zulassung erforderlich ist" (Anlage V)		
2.6.	Jegliche Auskünfte beifügen, wonach festgestellt werden kan, dass der Antragsteller sich nicht in einer Lage befindet, in der seine Objektivität und seine Unabhängigkeit bei der Ausübung seiner Aufgaben gefährdet sein könnten" (Anlage VI)		

FELD IV: FACHKENNTNISSE DES ANTRAGSTELLERS  
UND ZUSÄTZLICHE DURCH DEN ANTRAGSTELLER ZU ERFÜLLENDE BEDINGUNGEN  
(ART. 681*BIS*/73 § 1, 1°, E UND 2°, D)

Die Bereitstellung der im folgenden Feld erwähnten Auskünfte obliegt\*:

- dem "Antragsteller als natürlicher Person" oder
- dem "Antragsteller als juristischer Person" für die Teilhaber und/oder die im Dienste der juristischen Person stehenden Personen, die im Rahmen der beantragten Zulassungsart eventuell arbeiten könnten.

1. Name: Vorname: Staatsangehörigkeit:
2. Diplom(e), Spezialisierung(en) und Ausbildung(en):
3. Berufliche Erfahrung: Art der durchgeführten Arbeiten und der benutzten Technik(en): Datum/Daten und Ortslage(n) der Baustelle(n): Firma(en), für welche diese Arbeit(en) durchgeführt wurde(n): Kontaktperson in dieser/diesen Firma/Firmen:
4. Die Art des Vertrags, der die Person mit dieser Firma verbindet.
5. Ein Führungszeugnis oder in Ermangelung dessen jegliches Dokument, das es ersetzt (Anlage VII <i>bis</i> ).

\* Achtung: für jede betroffene Person eine Kopie des Felds IV ausfüllen.

## FELD V: VERWENDETE TECHNIKEN UND AUSRÜSTUNGEN (ART. 681BIS/73, § 1, 1°, F, UND 2°, D)

Eine Beschreibung der verwendeten Techniken und Ausrüstungen beifügen (Anlage VIII)  
(Je nach der Art der beantragten Zulassung unterscheiden).

Eine Beschreibung der Arbeitsmethode bezüglich der Prüfung der Lagerungsanlagen beifügen (Anlage IX).  
Diese Note enthält die Liste der vorgeschriebenen Prüfungen und für jede Prüfung die verwendete Methode und Ausrüstung.

Eine Beschreibung der Arbeitsmethode bezüglich der Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds beifügen (Anlage X).

Dieses Dokument enthält, für jede der verschiedenen Stufen der beantragten Untersuchungen, die Beschreibung des Prinzips und der verwendeten Methodologie, wobei insbesondere der Bohrungsplan, die Probeentnahme und die empfohlenen Analysenarten, die behandelbaren Schadstoffe – organische und anorganische Bestandteile – sowie das die Bewertung des Risikos betreffende Konzept beschrieben werden.

## FELD VI: ZUSÄTZLICHE AUSKÜNFTE

Verfügt der Antragsteller über eine Zulassung für das beantragte Fach in einer anderen Region oder im Ausland?

Ja/Nein (Unzutreffendes bitte streichen)

Falls ja, eine Abschrift der Zulassung bitte beifügen ( Anlage XI)

## ANLAGEN

Der Antragsteller wird dafür sorgen, dass die Anlagen unter Berücksichtigung der Numerierung des vorliegenden Formulars vorgelegt werden.

Die zusätzlichen Anlagen werden in den verschiedenen Feldern numeriert und identifiziert.

Ich, ..... erkläre, dass die oben stehenden Auskünfte vollständig und richtig sind.

In....., am.....

Unterschrift

Der Antrag auf Zulassung als Techniker für das Prüfen der Dichtheit der Behälter per Ultraschall wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung bei dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eingereicht

In Anwendung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten informieren wir Sie, dass die Direktion der Koordination der Bekämpfung der Umweltverschmutzung der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen mit der Verarbeitung dieser Daten beauftragt wird. Verantwortlich für diese Daten ist die Wallonische Region.

Zweck der Verarbeitung ist die Behandlung des Antrags auf Zulassung als Techniker für die Überprüfung der Dichtheit per Ultraschall in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 1997 (B.S. 12 August 97) zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten, mit dem Zweck, die Dichtheitsprüfung per Ultraschall zu genehmigen, und seines Abänderungserlasses.

Sie können Zugang zu den sie betreffenden Daten haben und deren etwaige Berichtigung bewirken, indem Sie sich an die Direktion der Koordination der Bekämpfung der Umweltverschmutzung der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen wenden. Bei dem Ausschuss für den Schutz des Privatlebens können Sie zusätzliche Auskünfte über die automatisierte Datenverarbeitung erhalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000 zur Abänderung des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten und der Ansiedlung und des Betriebs von Tankstellen beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 126

[C — 2001/27006]

**30 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse regering tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wat betreft de controles op de opslag van ontvlambare vloeistoffen en de installatie en de uitbating van benzinstations**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, Titel III, inzonderheid op de artikelen 590 en 591, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 1997, artikel 599, de artikelen 634ter/3 en 634ter/4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 1997 en de artikelen 681bis/2, 681bis/63, 681bis/65, 681bis/69, 681bis/73, 681bis/74, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999, alsmede de bijlage bij dat besluit;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 september 2000 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 590 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De ingegraven houders met één enkele wand worden onderworpen aan een dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder een druk van  $1\text{kg/cm}^2$  of aan een ultrasoon dichtheidsonderzoek met inachtneming van de volgende tijdsintervallen :

1° om de tien jaar als ze tien à twintig jaar geleden zijn aangekocht;

2° om de vijf jaar als ze éenentwintig à dertig jaar geleden zijn aangekocht;

3° om de drie jaar als ze ouder zijn dan dertig jaar of als hun aankoopdatum niet kan worden vastgesteld.

De leidingen van deze houders worden ook aan een dichtheidsproef onderworpen met inachtneming van dezelfde periodiciteit.

Ook de houders met dubbele wand en hun leidingen worden om de tien jaar aan een dichtheidsproef onderworpen.

De in 1° en 2° bedoelde periodiciteit wordt berekend vanaf de datum van het besluit tot toekenning van de exploitatievergunning of vanaf de datum van de laatste controle. »

2° in § 5 wordt een punt 13° ingevoegd, luidend als volgt :

« 13° het is streng verboden een parallellepipedumvormige houder aan een dichtheidstest door overdruk of onderdruk te onderwerpen. »

3° § 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. Indien de dichtheidsproef of het ultrasoon dichtheidsonderzoek duidelijk wijst op een gebrekkige dichtheid van de wanden van de houder of van de leidingen, moet de technicus onmiddellijk de volgende personen verwittigen :

1° de burgemeester;

2° de met het toezicht belaste ambtenaar.

Als de wanden van de houder dichtheidsgebreken vertonen, neemt de exploitant de volgende maatregelen :

1° vooraleer de houder te herstellen, inert te maken of te verwijderen, vergewist hij zich ervan dat hij geleidigd, ontvlucht en gereinigd is door een vennootschap die onafhankelijk is van de erkende technicus die de test heeft uitgevoerd;

2° na herstelling van de installatie laat hij een tweede test uitvoeren door een erkende technicus die onafhankelijk is van de vennootschap die de herstellingen heeft uitgevoerd om na te gaan of de installatie weer waterdicht is;

3° als de houder niet verwijderd kan worden, vergewist de exploitant zich ervan dat hij gevuld is met zand, onoplosbaar schuim of met elk ander inert materiaal waarvoor de technisch ambtenaar zijn voorafgaande machtiging heeft gegeven. »

4° er wordt een nieuwe § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. De meetapparaten worden gecontroleerd met inachtneming van de volgende voorschriften :

1° voor elke test in situ :

a) vooraleer de apparaten geïnstalleerd worden, wordt de meetketen op de tast getest;

b) vooraleer de meetketen in onderdruk wordt gebracht, wordt ze door de technicus getest aan de hand van een bedwingbare kunstmatige lekkage of van een gelijkwaardig proces;



2° de goede werking van de apparaten en opnemers, met name de ijking ervan, wordt om de zes maanden onderzocht door de onderhoudsdienst van de vervaardiger van de apparaten of door elke andere bevoegde technische dienst;

3° de erkende technicus houdt een register met de volgende gegevens :

- a) de identificatie van de apparaten;
- b) de datum van de jaarlijkse en/of tweejaarlijkse verificaties;
- c) de personalia, firma en naam van de persoon die het apparaat heeft gecontroleerd;
- d) de eventuele opmerkingen en vaststellingen. »

5° er wordt een nieuwe § 8 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 8. De met het toezicht belaste ambtenaar bedoeld in § 6 is de ambtenaar of het personeelslid aangewezen krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming. »

**Art. 2.** Paragraaf 2 van artikel 591 van hetzelfde reglement wordt vervangen als volgt :

« § 2. De in een opgehoogde kuil geplaatste houders met één enkele wand worden onderworpen aan een dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder een druk van 1 kg/cm<sup>2</sup> of een ultrasoon dichtheidsonderzoek, zoals bepaald in artikel 590, §§ 4 tot 7, met inachtneming van de volgende tijdsintervallen :

- 1° om de tien jaar als ze tien à twintig jaar geleden zijn aangekocht;
- 2° om de vijf jaar als ze éenentwintig à dertig jaar geleden zijn aangekocht;
- 3° om de drie jaar als ze ouder zijn dan dertig jaar of als hun aankoopdatum niet kan worden vastgesteld.

De leidingen van deze houders worden ook onderworpen aan een dichtheidsproef met inachtneming van dezelfde periodiciteit.

De in een opgevlude kuil geplaatste houders met dubbele wand en hun leidigen worden ook om de tien jaar onderworpen aan een dichtheidsproef.

De in het eerste en het tweede lid bedoelde periodiciteit wordt berekend vanaf de datum van het besluit tot toekenning van de exploitatievergunning of vanaf de datum van de laatste controle. »

**Art. 3.** Artikel 599 van hetzelfde reglement wordt vervangen als volgt :

« Artikel 599. § 1. De dichtheidsproeven waarvan sprake in de artikelen 590, § 2, 591, § 2, worden uitgevoerd door erkende "ultrasoon technici".

De erkenning als "ultrasoon technicus" wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

1° voor natuurlijke personen :

a) burger zijn van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap of een Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) zijn burgerlijke en politieke rechten niet hebben verloren;

c) niet veroordeeld zijn bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een overtreding van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of van elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;

d) minstens drie jaar ervaring hebben of een opleiding hebben gevolgd, zoals bepaald in bijlage 1, in een vak betreffende de opslag van ontvlambare vloeistoffen en het gebruik van het ultrasoon apparaat;

e) over het nodige materiaal beschikken om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning vereist wordt;

f) zich niet in een toestand bevinden waarin de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier;

g) de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde onmiddellijk bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis stellen van elke wijziging in de oorspronkelijke erkenningsaanvraag;

h) een verzekeringscontract aangaan om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken die voortvloeit uit de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

2° voor rechtspersonen :

a) samengesteld zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of een Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) niet veroordeeld zijn bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een overtreding van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;

c) onder de bestuurders, zaakvoerders of personen die bevoegd zijn om de vennootschap te binden, alleen personen tellen die de in 1°, b), c) en d) bedoelde voorwaarden vervullen;

d) beschikken over een vennoot of een werknemer die de in 1° bedoelde voorwaarden vervult om de testen *in situ* uit te voeren;

e) over het nodige materiaal beschikken om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning vereist wordt;

f) zich niet in een toestand bevinden waarin de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier;

g) de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde onmiddellijk bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis stellen van elke wijziging in de oorspronkelijke erkenningsaanvraag;

h) een verzekeringscontract aangaan om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken die voortvloeit uit de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

§ 2. De aanvraag om erkenning als «ultrasoon technicus» wordt aan de hand van het in bijlage 2 bedoelde formulier bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst of bij afgifte van een ontvangstbewijs gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of aan zijn afgevaardigde.

§ 3. De aanvraag is onvolledig als krachtens bijlage 2 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

1° als ze in strijd met § 2 hierboven wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens niet binnen de in § 4, tweede lid, bedoelde termijn verstrekt.

§ 4. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk acht binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief, om de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de vereiste gegevens per post toe te sturen of tegen ontvangstbewijs af te geven.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk acht binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens aan de aanvrager. Als hij de aanvraag een tweede keer onvolledig acht, verklaart hij ze niet-ontvankelijk.

Als de aanvraag niet-ontvankelijk is, wijst de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde de aanvrager, op de wijze en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het derde lid, op de redenen van de niet-ontvankelijkheid.

§ 5. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt de aanvrager zijn beslissing bij ter post aangetekende brief binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hij zijn beslissing heeft verzonden waarbij hij de aanvraag ontvankelijk acht.

§ 6. De erkenning als "ultrasoon technicus" wordt verleend voor een termijn van maximum tien jaar.

§ 7. De erkenning kan elk ogenblik geschorst of ingetrokken worden bij beslissing van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van zijn afgevaardigde, nadat de houder van de vergunning gehoord is en als hij :

1° de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult;

2° diensten verleent waarvan de kwaliteit onvoldoende is of waarvoor hij niet erkend is.

De beslissing waarbij de erkenning wordt geschorst of ingetrokken, wordt bij ter post aangetekende brief gestuurd.

§ 8. Binnen twintig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing kan een beroep worden ingesteld tegen de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de erkenning. Dat beroep wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de Minister van Leefmilieu gericht.

De beslissing van de Minister wordt binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de aanvrager.

**Art. 4.** Er wordt een nieuw artikel 599*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 599*bis*. § 1. Voor de proeven en onderzoeken, zoals bepaald in de artikelen 590, § 2, en 591, § 2, wordt proces-verbaal opgemaakt waarin verschillende gegevens opgenomen worden die in bijlage 3 bij dit besluit voorkomen.

Dit getuigschrift wordt overgemaakt aan de gebruiker die het ter beschikking houdt van de met het toezicht belaste ambtenaar. De technicus bewaart er een afschrift van gedurende minimum drie jaar.

§ 2. Op de vulleiding wordt een zichtbaar, leesbaar, onvervalsbaar, onuitwisbaar en tegen koolwaterstoffen bestand plaatje stevig vastgemaakt en met lood belegd. Het plaatje vermeldt het adres van de houder, de personalia van de erkende technicus, de datum van de controle, de vervaldatum van de geldigheidsduur van de test en het nummer van het getuigschrift.

Al naar gelang de verrichte waarnemingen heeft het plaatje de volgende kleur :

1° groen als de houder in orde is;

2° oranje als de houder en de leidingen waterdicht zijn maar als bepaalde herstellingen moeten worden uitgevoerd aan de veiligheidssystemen, de beschermingen, de overlooptdetectiesystemen of de inspectieputten. Er wordt ook een oranje plaatje aangebracht gedurende de interne expertise van de houder, alsmede wanneer de met het toezicht belaste ambtenaar vaststelt dat de voorschriften van het besluit waarbij de exploitatie van de houder wordt toegelaten, niet in acht worden genomen:

3° rood als de houder of de leidingen niet waterdicht zijn.

Het plaatje wordt aangebracht op dezelfde dag dat de test wordt uitgevoerd.

§ 3. Alleen de houders met een groen plaatje, zoals bedoeld in § 2, mogen gevuld en uitgebaat worden. De houders met een oranje plaatje mogen nog gevuld worden tijdens een niet-hernieuwbare overgangperiode van maximum zes maanden die de maand van de controle begint te lopen. Deze termijn dient om de installatie te herstellen. De houders met een rood plaatje mogen in geen geval gevuld worden.

Het gebrek aan plaatje staat gelijk met een rood plaatje, behalve als de houder in orde bevonden is op grond van een getuigschrift voor een dichtheidstest die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit is uitgevoerd.

Als niet bewezen kan worden wat de reële capaciteit van de houder is en hoe oud hij is, wordt hij beschouwd als een houder met een capaciteit van meer dan 3000 liter die meer dan tien jaar geleden is aangekocht. Bijgevolg moet vóór 1 januari 2005 een dichtheidstest uitgevoerd worden.

§ 4. De met het toezicht belaste ambtenaar bedoeld in de §§ 1 en 2 is de ambtenaar of het personeelslid aangewezen krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming. »

**Art. 5.** § 3 van artikel 634ter/3 van hetzelfde reglement wordt vervangen als volgt :

« § 3. De in een opgehoogde kuil ingegraven of geplaatste houders met één enkele wand worden onderworpen aan een dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder een druk van 1 kg/cm<sup>2</sup> voor metalen houders en 0,3 kg/cm<sup>2</sup> voor houders uit gewapende thermohardende kunststof, of aan een ultrasoon dichtheidsonderzoek, zoals bepaald in artikel 590, §§ 4 tot 7, met inachtneming van de volgende tijdsintervallen :

- 1° om de tien jaar als ze tien à twintig jaar geleden zijn aangekocht;
- 2° om de vijf jaar als ze eenentwintig à dertig jaar geleden zijn aangekocht;
- 3° om de drie jaar als ze ouder zijn dan dertig jaar of als hun aankoopdatum niet kan worden vastgesteld.

De leidingen van deze houders worden ook onderworpen aan een dichtheidsproef met inachtneming van dezelfde periodiciteit.

De houders met dubbele wand en hun leidingen worden ook om de tien jaar onderworpen aan een dichtheidsproef.

De in het eerste en het tweede lid bedoelde periodiciteit wordt berekend vanaf de datum van het besluit tot toekenning van de exploitatievergunning of vanaf de datum van de laatste controle. »

**Art. 6.** Artikel 634ter/4 van hetzelfde reglement wordt vervangen als volgt :

« Artikel 634ter/4. § 1. De dichtheidsproeven waarvan sprake in artikel 634ter/3 worden uitgevoerd door erkende « ultrasoon technici ».

De erkenning als « ultrasoon technicus » wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

1° voor natuurlijke personen :

a) burger zijn van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap of een Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) zijn burgerlijke en politieke rechten niet hebben verloren;

c) niet veroordeeld zijn bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een overtreding van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of van elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;

d) minstens drie jaar ervaring hebben of een opleiding hebben gevolgd, zoals bepaald in bijlage 1, in een vak betreffende de opslag van ontvlambare vloeistoffen en het gebruik van het ultrasoon apparaat;

e) over het nodige materiaal beschikken om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning vereist wordt;

f) zich niet in een toestand bevinden waarin de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier;

g) de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde onmiddellijk bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis stellen van elke wijziging in de oorspronkelijke erkenningsaanvraag;

h) een verzekeringscontract aangaan om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken die voortvloeit uit de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

2° voor rechtspersonen :

a) samengesteld zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of een Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) niet veroordeeld zijn bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een overtreding van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;

c) onder de bestuurders, zaakvoerders of personen die bevoegd zijn om de vennootschap te binden, alleen personen tellen die de in 1°, b), c) en d) bedoelde voorwaarden vervullen;

d) beschikken over een vennoot of een werknemer die de in 1° bedoelde voorwaarden vervult om de testen in situ uit te voeren;

e) over het nodige materiaal beschikken om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning vereist wordt;

f) zich niet in een toestand bevinden waarin de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier;

g) de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde onmiddellijk bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis stellen van elke wijziging in de oorspronkelijke erkenningsaanvraag;

h) een verzekeringscontract aangaan om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken die voortvloeit uit de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

§ 2. De aanvraag om erkenning als "ultrasoon technicus" wordt aan de hand van het in bijlage 2 bedoelde formulier bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst of bij afgifte van een ontvangstbewijs gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of aan zijn afgevaardigde.

§ 3. De aanvraag is onvolledig als krachtens bijlage 2 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

1° als ze in strijd met § 2 hierboven wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens niet binnen de in § 4, tweede lid, bedoelde termijn verstrekt.

§ 4. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk acht binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief, om de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de vereiste gegevens per post toe te sturen of tegen ontvangstbewijs af te geven.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk acht binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens aan de aanvrager. Als hij de aanvraag een tweede keer onvolledig acht, verklaart hij ze niet-ontvankelijk.

Als de aanvraag niet-ontvankelijk is, wijst de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde de aanvrager, op de wijze en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het derde lid, op de redenen van de niet-ontvankelijkheid.

§ 5. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt de aanvrager zijn beslissing bij ter post aangetekende brief binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hij zijn beslissing waarbij hij de aanvraag ontvankelijk acht, heeft verzonden.

§ 6. De erkenning als "ultrasoon technicus" wordt verleend voor een termijn van maximum tien jaar.

§ 7. De erkenning kan elk ogenblik geschorst of ingetrokken worden bij beslissing van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van zijn afgevaardigde, nadat de houder van de vergunning gehoord is en als hij

1° de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult;

2° diensten verleent waarvan de kwaliteit onvoldoende is of waarvoor hij niet erkend is.

De beslissing waarbij de erkenning wordt geschorst of ingetrokken, wordt bij ter post aangetekende brief gestuurd.

§ 8. Binnen twintig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing kan een beroep worden ingesteld tegen de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de erkenning. Dat beroep wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de Minister van Leefmilieu gericht.

De beslissing van de Minister wordt binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de aanvrager.

**Art. 7.** Er wordt een nieuw artikel 634ter/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 634ter/5. § 1. Voor de proeven en onderzoeken, zoals bepaald in artikel 634ter/3 wordt proces-verbaal opgemaakt waarin verschillende gegevens opgenomen worden die in bijlage 3 bij dit besluit voorkomen.

Dit getuigschrift wordt overgemaakt aan de gebruiker die het ter beschikking houdt van de met het toezicht belaste ambtenaar. De technicus bewaart er een afschrift van gedurende minimum drie jaar.

§ 2. Op de vulleiding wordt een zichtbaar, leesbaar, onvervalsbaar, onuitwisbaar en tegen koolwaterstoffen bestand plaatje stevig vastgemaakt en met lood belegd. Dat plaatje vermeldt het adres van de houder, de personalia van de erkende technicus, de datum van de controle, de vervaldatum van de geldigheidsduur van de test en het getuigschriftnummer.

Al naar gelang de verrichte waarnemingen heeft het plaatje de volgende kleur :

1° groen als de houder in orde is;

2° oranje als de houder en de leidingen waterdicht zijn maar als bepaalde herstellingen moeten worden uitgevoerd aan de veiligheidssystemen, de beschermingen, de overloopdetectiesystemen of de inspectieputten. Er wordt ook een oranje plaatje aangebracht gedurende de interne expertise van de houder, alsmede wanneer de met het toezicht belaste ambtenaar vaststelt dat de voorschriften van het besluit waarbij de exploitatie van de houder wordt toegelaten, niet in acht worden genomen;

3° rood als de houder of de leidingen niet waterdicht zijn.

Het plaatje wordt aangebracht op dezelfde dag dat de test wordt uitgevoerd.

§ 3. Alleen de houders met een groen plaatje, zoals bedoeld in § 2, mogen gevuld en uitgebaat worden. De houders met een oranje plaatje mogen nog gevuld worden tijdens een niet-hernieuwbare overgangsperiode van maximum zes maanden die de maand van de controle begint te lopen. Deze termijn dient om de installatie te herstellen. De houders met een rood plaatje mogen in geen geval gevuld worden.

Het gebrek aan plaatje staat gelijk met een rood plaatje, behalve als de houder in orde bevonden is op grond van een getuigschrift voor een dichtheidstest die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit is uitgevoerd.

Als niet bewezen kan worden wat de reële capaciteit van de houder is en hoe oud hij is, wordt hij beschouwd als een houder met een capaciteit van meer dan 3000 liter die meer dan tien jaar geleden is aangekocht. Bijgevolg moet vóór 1 januari 2005 een dichtheidstest uitgevoerd worden.



§ 4. De met het toezicht belaste ambtenaar bedoeld in de §§ 1 en 2 is de ambtenaar of het personeelslid aangewezen overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming. »

**Art. 8.** Er wordt een nieuw artikel 634ter/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 634ter/6. De houders met één enkele of met dubbele wand die vóór 1 maart 2001 toegelaten zijn en die met ingang van 12 augustus 1997 meer dan tien jaar geen controles of proeven hebben ondergaan, worden onderworpen aan de in de artikelen 590, 591 en 634ter/3 bedoelde controles, met inachtneming van de volgende tijdschema's :

1° vóór 1 januari 2003 als ze minstens dertig jaar geleden zijn aangekocht of als hun aankoopdatum niet kan worden vastgesteld;

2° vóór 1 januari 2006 als ze twintig à negenentwintig jaar geleden zijn aangekocht;

3° vóór 1 januari 2010 als ze tien à negentien jaar geleden zijn aangekocht.

In afwijking van het vorige lid worden de voor de verwarming van de gebouwen bestemde houders van klasse 2 die vóór 12 augustus 1997 toegelaten zijn en die met ingang van dezelfde datum sinds meer dan tien jaar geen controles hebben ondergaan, onderworpen aan de in de artikelen 590, 591 en 634ter/3 bedoelde controles, met inachtneming van de volgende tijdschema's :

1° vóór 1 januari 2003 als ze minstens dertig jaar geleden zijn aangekocht of als hun aankoopdatum niet kan worden vastgesteld;

2° vóór 1 januari 2006 als ze twintig à negenentwintig jaar geleden zijn aangekocht;

3° vóór 1 januari 2010 als ze tien à negentien jaar geleden zijn aangekocht.

**Art. 9.** Er wordt een nieuw artikel 634quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 634quater. Elke houder wordt uitgerust met een overlooptdetectiesysteem (fluitje om aan te geven dat de houder 95 % van zijn maximale capaciteit heeft bereikt, elektronische of mechanische sonde die de vulling automatisch stopzet wanneer de houder 98 % van zijn maximale capaciteit bereikt).

Deze apparatuur wordt vóór 1 januari 2005 geplaatst. »

**Art. 10.** De dichtheidsproeven en -onderzoeken die vóór 1 maart 2001 worden uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 590, § 2, en 591, § 2 en 634ter/3, § 3, van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, blijven geldig voor de duur vermeld in het dichtheidsgetuigschrift.

De gekleurde plaatjes voor het al dan niet vullen van de houder zijn pas geldig als de overgangsmatregelen niet meer van toepassing zijn.

**Art. 11.** Artikel 681bis/2 wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 8° wordt gewijzigd als volgt inkuiping : "bovengronds kuipvormig werk dat waterdicht is tegen vloeistoffen die opgevangen zouden kunnen worden en dat volgens de regelen der kunst uit onbrandbaar materiaal vervaardigd is";

2° er wordt een punt 19° ingevoegd, luidend als volgt :

« 19° ondoordringbaar : met een dynamische permeabiliteitscoëfficiënt ten opzichte van koolwaterstoffen van minder dan 2.10-9 cm/s, of een totale statische waterabsorptie-coëfficiënt (NBN B15-25) van minder dan 7,5 %. Deze waarden moeten door een erkend studiebureau bevestigd worden. »

**Art. 12.** In artikel 681bis/63 worden de termen "artikel 681bis/74, § 3" vervangen door de termen "artikel 681bis/74, § 4".

**Art. 13.** In artikel 681bis/65, eerste lid, wordt het voorzetsel "en" tussen het zinsdeel "voor de grond en de ondergrond" en het zinsdeel "de referentiewaarden voor het grondwater" vervangen door het voorzetsel "of".

**Art. 14.** In artikel 681bis/69, eerste zin, wordt de betreffende bijzin "die geen overdreven kosten veroorzaken" ingevoegd na het zinsdeel "via maatregelen conform de beste beschikbare technieken".

**Art. 15.** Artikel 681bis/73 wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 1°, wordt punt *b* geschrapt.

2° de §§ 2 tot 6 worden vervangen door de volgende §§ 2 tot 8 :

« § 2. De aanvraag om erkenning als deskundige wordt aan de hand van het in bijlage 4 bedoelde formulier bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs of bij afgifte van een bericht van ontvangst gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of aan zijn afgevaardigde.

§ 3. De aanvraag is onvolledig als krachtens bijlage 4 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aanvraag is niet-ontvankelijk :

1° als ze in strijd met § 2 hierboven wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens niet binnen de in § 4, tweede lid, bedoelde termijn verstrekt.

§ 4. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk acht binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief, om de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de vereiste gegevens per post toe te sturen of tegen ontvangstbewijs af te geven.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk acht binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens aan de aanvrager. Als hij de aanvraag een tweede keer onvolledig acht, verklaart hij ze niet-ontvankelijk.

Als de aanvraag niet-ontvankelijk is, wijst de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde de aanvrager, op de wijze en binnen de termijn bedoeld in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in het derde lid, op de redenen van de niet-ontvankelijkheid.

§ 5. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde stuurt de aanvrager zijn beslissing bij ter post aangetekende brief binnen vijftien dagen te rekenen :

- 1° van de dag waarop hij zijn beslissing verzendt waarbij hij de aanvraag ontvankelijk acht;
- 2° zoniet, van de dag na afloop van de termijn binnen welke hij zijn beslissing moet verzenden waarbij hij de aanvraag ontvankelijk acht.

§ 6. De erkenning als deskundige wordt verleend voor een termijn van maximum tien jaar.

§ 7. De erkenning kan elk ogenblik geschorst of ingetrokken worden bij beslissing van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of van zijn afgevaardigde, nadat de houder van de vergunning gehoord is en als hij

- 1° de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult;
- 2° diensten verleent waarvan de kwaliteit onvoldoende is of waarvoor hij niet erkend is.

De beslissing waarbij de erkenning wordt geschorst of ingetrokken, wordt bij ter post aangetekende brief gestuurd.

§ 8. Binnen twintig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing kan een beroep worden ingesteld tegen de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de erkenning. Dat beroep wordt bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs aan de Minister van Leefmilieu gericht.

De beslissing van de Minister wordt binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de aanvrager. »

**Art. 16.** Artikel 681bis/74 wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Alle bepalingen van Afdeling 4 – Grond en ondergrond zijn toepasselijk zodra dit besluit in werking treedt. »

2° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Onverminderd de bepalingen van § 2 moeten de bestaande benzinstations aan de bepalingen van dit besluit voldoen met inachtneming van het volgende tijdschema :

1° vóór 1 januari 2003 als ze minstens dertig jaar geleden zijn aangekocht of als hun aankoopdatum niet kan worden vastgesteld;

2° vóór 1 januari 2006 als ze twintig à negenentwintig jaar geleden zijn aangekocht;

3° vóór 1 januari 2010 als ze tien à negentien jaar geleden zijn aangekocht. »

**Art. 17.** In artikel 6, § 1, van bijlage 1 bij het besluit van 4 maart 1999 worden de woorden "het type bestemming IV" vervangen door de woorden "het type bestemming III".

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 3, 6, 11 à 17 en 20.

**Art. 19.** De bijlagen 1 tot 4 worden gevoegd bij hoofdstuk II "Bijzondere maatregelen toepasselijk in zekere nijverheidstakken" van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.

**Art. 20.** De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

#### Bijlage 1

##### **Minimale inhoud van de opleiding die moet worden gevolgd om te voldoen aan de voorschriften van artikel 634ter.4, § 1, 1°, e), van het wijzigingsbesluit**

De opleiding duurt minimum 20 uren en slaat met name op de punten m.b.t. de technologie en de uitrusting van de houders

#### 1. Houders

- 1. Bouw
- 2. Installatie
- 3. Accessoires
- 4. Bepaling van de capaciteit

#### 2. Lekdetectiesysteem

- 1. Detectie van lekken door het aanbrengen van een vloeistof tussen de wanden
- 2. Detectie van lekken door onderdruk
- 3. Detectie van lekken door overdruk
- 4. Detectie van lekken voor een in een kuil geplaatste houder met één enkele wand
- 5. Detectie van lekken voor een rechtstreeks in de grond ingegraven houder met één enkele wand



3. Vervaardiging van een houder met dubbele wand door het aanbrengen van een soepele binnenmembraan
4. Controle van de houder
  1. Detectie van water en slib in de houder
  2. Vaststelling van verontreiniging buiten de houder
  3. Metingen van potentiaalverschillen tussen de grond en de houder
  4. Controle van het overlooptectiesysteem
  5. Dichtheidsproeven van de houder en de leidingen
5. Corrosie en kathodische bescherming
  1. Preventie van verontreiniging
6. Praktische gegevens
  1. Grondbeginselen inzake brandpreventie en -bestrijding
  2. Lijst van het gereedschap van de controleur

## Bijkomende gegevens

1. De aardolie en derivaten
2. Tabel van de volumewijzigingen naar gelang van de temperatuur
3. Conversietabel
4. Verbrandingswaarde van de voor ruimteverwarming gebruikte brandstoffen
5. Het Internationaal Eenhedenstelsel
6. Grootten, symbolen van de eenheid
7. De warmte-, elektriciteits-, mechanica- en sterkteleereenheden
8. Conversietabellen
9. De verschillende manieren om vloeibare brandstoffen op te slaan
10. Basisschema's van de leidingen : eigenschappen en accessoires

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2000 tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wat betreft de controles op de opslag van ontvlambare vloeistoffen en de installatie en de uitbating van benzinstations.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

---

**WAALS GEWEST**

**FORMULIER VOOR DE AANVRAAG OM ERKENNING ALS :**

**“ULTRASOON TECHNICUS”**

Bijlage 2

BASISWETTEKST : ARTIKEL 634<sup>TER</sup>/4  
VAN HET ALGEMEEN REGLEMENT VOOR DE ARBEIDSBESCHERMING

VAK I (VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR)

Dossiernummer : .....	Indieningsdatum : .. /.. /..
Naam van de aanvrager : .....	
Adres : .....	
Contactpersoon : .....	

Door de aanvrager in te vullen

## VAK II : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER VAN DE ERKENNING

## 1. Als het gaat om een rechtspersoon (Art. 634ter/4 § 1, 2°)

1.1.	Handelsnaam of benaming :			
	Rechtsvorm :			
	Adres van de maatschappelijke zetel :			
	Gemeente :	Postcode :		
	Straat :	Nr.	Bus :	
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
	Adres van de bedrijfszetel :			
	Gemeente :	Postcode :		
	Straat :	Nr.	Bus :	
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
1.2.	Ondertekenaar van de aanvraag :			
	Naam :			
	Voornaam :			
	Functie :			
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
1.3.	Persoon met wie het bestuur contact moet opnemen m.b.t. de aanvraag :			
	Naam :			
	Voornaam :			
	Functie :			
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
	Bij voorkeur op de volgende uren en dagen :			
1.4.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van de bekendmaking van de statuten van de rechtspersoon en van de laatste benoemingsakte van zijn bestuurders/zaakvoerders of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag om bekendmaking van de statuten (bijlage I).			
1.5.	Als bijlage bijvoegen : de naamlijst van de bestuurders, zaakvoerders of personen die de vennootschap mogen verbinden waarvoor de erkenningsaanvraag wordt ingediend (bijlage II), en, voor ieder van hen, een bewijs van goed zedelijk gedrag of, in voorkomend geval, elk document dat er gelijk mee staat (bijlage VII).			
1.6.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van het hoofdhandelsregister en van alle wijzigingen en aangiften volgend op de hoofdschrijving (bijlage III).			
1.7.	Een attest (verkrijgbaar bij de bevoegde rechtbank van koophandel) overleggen waarin wordt bevestigd dat de rechtspersoon aan de voorschriften van art. 634ter/4, § 1, 2°, b, voldoet (bijlage IV).			
1.8.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van een verzekeringscontract "dat de burgerlijke aansprakelijkheid dekt i.v.m. de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd" (bijlage V)			
1.9.	Als bijlage bijvoegen : elk gegeven waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager in staat is zijn opdrachten op een objectieve en onafhankelijke manier te vervullen", bijv. over de samenstelling van het aandeelhouderschap, het moederbedrijf, de dochtermaatschappijen,... (bijlage VI)			

2. Als het gaat om een natuurlijke persoon (Art. 634<sup>ter</sup>/4 § 1, 1°)

2.1.	Naam :		
	Voornaam :		
	Nationaliteit :		
2.2.	Woonplaats		
	Gemeente :	Postcode :	
	Straat :	Nr. :	Bus :
	Tel. :	Fax. :	e-mail :
	Bij voorkeur op de volgende uren en dagen :		
2.3.	Adres van de bedrijfszetel :		
	Gemeente :	Postcode :	
	Straat :	Nr. :	Bus :
	Tel. :	Fax. :	e-mail :
2.4.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van het hoofdhandelsregister en van alle wijzigingen en aangiften volgend op de hoofdschrijving (bijlage III)		
2.5.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van een verzekeringscontract "dat de burgerlijke aansprakelijkheid dekt i.v.m. de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd" (bijlage V)		
2.6.	Als bijlage bijvoegen : elk gegeven waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager in staat is zijn opdrachten op een objectieve en onafhankelijke manier te vervullen", bijv. over de samenstelling van het aandeelhouderschap, het moederbedrijf, de dochtermaatschappijen,... (bijlage VI)		

VAK III : BEVOEGDHEDEN VAN DE AANVRAGER VAN DE ERKENNING  
EN BIJKOMENDE VOORWAARDEN WAARAAN HIJ MOET VOLDOEN  
(ART. 634<sup>TER</sup>/4, § 1, 1°, E, EN 2°, D)

Onderstaand vak is voorbehouden aan \* :

— de aanvrager (natuurlijke persoon) of aan

— de aanvrager (rechtspersoon) of, voor vennoten en/of werknemers in dienst van de rechtspersoon die in het kader van het soort aangevraagde erkenning zouden kunnen werken.

1. Naam :
Voornaam :
Nationaliteit :
2. Diploma('s), specialisatie(s) en opleiding(en) :
3. Beroepservaring:
Soort(en) uitgevoerde werken en gebruikte techniek(en) :
Datum (data) en plaats van het(de) bouwterrein(en) :
Vennootschap(pen) waarvoor het (de) werk(en) is (zijn) uitgevoerd :
Contactpersoon in de vennootschap(pen) :
4. Soort contract dat de persoon met de vennootschap verbindt.
5. Een bewijs van goed zedelijk gedrag of, in voorkomend geval, elk document dat er gelijk mee staat (bijlage VII <sup>bis</sup> ).

\* opgelet : vak III voor elke betrokken persoon kopiëren.

VAK IV : GEBRUIKTE TECHNIEKEN EN MATERIALEN  
(ART. 634TER/4, § 1, 1°, F, EN 2°, E)

Als bijlage bijvoegen : een nota met een beschrijving van de gebruikte technieken en materialen (bijlage VIII)

Als bijlage bijvoegen : een nota met een beschrijving van de techniek voor de controle van de opslaginstallaties (dichtheidsonderzoek van de houders en leidingen, detectie van water, enz.) (bijlage IX)

Deze nota bevat de lijst van de aanbevolen controles en voor ieder van hen telkens de gebruikte methode en materiaal.

VAK VI : BIJKOMENDE GEGEVENS

Beschikt de aanvrager voor de aangevraagde tak over een erkenning die hij in een ander gewest of in het buitenland heeft aangevraagd ?

Ja / Nee (Schrappen wat niet past)

Indien ja, een afschrift van de erkenning als bijlage bijvoegen (bijlage XI)

BIJLAGEN

De aanvrager moet de bijlagen nummeren en met inachtneming van de nummering van dit formulier overleggen.

De bijkomende bijlagen worden genummerd en in de verschillende vakken geïdentificeerd.

Ondergetekende ..... verklaart dat bovenvermelde gegevens volledig en juist zijn.

Opgemaakt te ..... op.

Handtekening

De vraag om erkenning als technicus voor het ultrasoon dichtheidsonderzoek van de houders wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt de verwerking van deze gegevens toevertrouwd aan de Directie Coördinatie Verontreinigingspreventie van de Afdeling Preventie en Vergunningen. Het Waalse Gewest is de eigenaar van het bestand.

De verwerking dient voor het beheer van de aanvraag om erkenning als technicus voor het ultrasoon dichtheidsonderzoek overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 1997 (B.S. 12/08/97) tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten einde het ultrasoon dichtheidsonderzoek van de opslagruimtes voor ontvlambare vloeistoffen toe te laten en zijn wijzigingsbesluit.

Om inzage te nemen van de gegevens die u aanbelangen en voor een eventuele rechtzetting ervan kunt u zich wenden tot de Directie Coördinatie Verontreinigingspreventie van de Afdeling Preventie en Vergunningen. Bijkomende informatie over elektronische verwerkingen is verkrijgbaar bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2000 tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wat betreft de controles op de opslag van ontvlambare vloeistoffen en de installatie en de uitbating van benzinstations

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage 3

## MODEL VAN ATTEST

Voor de dichtheidsonderzoeken, zoals bepaald in de artikelen 590, 591 en 634<sup>ter</sup>/3, wordt een proces-verbaal opgemaakt waarin de volgende gegevens voorkomen :

— De basiswettekst : besluit van de Waalse Regering van 3 juli 1997 tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten einde het ultrasoon dichtheidsonderzoek van de opslagruimtes voor ontvlambare vloeistoffen toe te laten;

— De personalia van de exploitant (eigenaar, huurder, enz.) van de houder (naam, voornaam, adres, eventueel de firma, BTW-nummer, enz.);

— De lokalisering van de houder en van zijn accessoires (leidingen, vulopening, ontluchtingspijpen, enz.) : adres, vestigingsplan, enz.;

— De controledatum;

— De personalia van de deskundige (natuurlijke of rechtspersoon) en de naam van de technicus die de test uitvoert;

— De datum van de controle van de verschillende apparaturen die door de technische dienst van de fabrikanten is uitgevoerd.

— De beschrijving van de installatie :

- exploitatievergunning, uitgiftedatum, vervalddag, nr., toegelaten en/of reële capaciteit;

- installatiejaar;

- soort houder (cilindrisch, parallellepipedumvormig, ondergronds, in een kuil of een kelder, bovengronds, met één enkele wand, met dubbele wand (soort wanden), uit metaal of polyester,...

- herkomst van de houder, fabricagenummer;

- eventueel het vorige dichtheidsattest;

— Het ultrasoon onderzoek

- het resultaat van de dichtheidsproef;

- de onderdruk bereikt gedurende de test;

- de conclusie

! de houder is waterdicht en mag nog gebruikt worden (groen)

! volgend bezoek vóór ../../..

! de houder is waterdicht maar bepaalde herstellingen moeten worden uitgevoerd aan de installatie(oranje), of expertise

! de houder is niet waterdicht en moet buiten bedrijf worden gesteld (rood)

Al naar gelang de conclusie is het attest groen, oranje of rood of vermeldt het bovenaan, in duidelijke drukletters, de kleur van het plaatje.

De conclusie van de test moet duidelijk voorkomen in het attest.

— De controle onder druk

- het resultaat van de dichtheidsproef verricht d.m.v. een vloeistof onder een druk van 1 kg/cm<sup>2</sup> voor metalen houders;

- het resultaat van de dichtheidsproef verricht d.m.v. een vloeistof onder een druk van 0,3 kg/cm<sup>2</sup> voor houders uit gewapende thermohardende kunststof;

- de duur van het onder druk zetten;

- het bewijs dat de duur van het onder druk zetten volstaat om rekening te houden met de precisie van de manometer;

- de conclusie

! de houder is waterdicht en mag nog gebruikt worden (groen)

! volgend bezoek vóór ../../..

! de houder is waterdicht maar bepaalde herstellingen moeten worden uitgevoerd aan de installatie (oranje) of expertise

! de houder is niet waterdicht en moet buiten bedrijf worden gesteld (rood)

Al naar gelang de conclusie is het attest groen, oranje of rood of vermeldt het bovenaan, in duidelijke drukletters, de kleur van het plaatje.

De conclusie van de test moet duidelijk voorkomen in het attest.

— Bijkomende controles :

- controle van de leidingen :

- visuele controle van de houder (inspectieput) :

- detectie van slib en water : ... cm

- controle van het lekdetectiesysteem, type :
- controle van het overlooptdetectiesysteem : type (fluitje 95 %, sonde 98 %, geen) :
- detectie van verontreiniging buiten de houder :
- interne controle in geval van reiniging :
- Opmerkingen :
- Handtekening van de technicus

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2000 tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wat betreft de controles op de opslag van ontvlambare vloeistoffen en de installatie en de uitbating van benzinstations.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

—  
**WAALS GEWEST**

**FORMULIER VOOR DE AANVRAAG OM ERKENNING IN DE VAKKEN :**

**“OPSLAGINSTALLATIE”  
“GROND- EN ONDERGRONDVERONTREINIGING”**

Bijlage 4

BASISWETTEKST : ALGEMEEN REGLEMENT VOOR DE ARBEIDSBESCHERMING

BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING VAN 4 MAART 1999 (B.S. 11/06/99) TOT WIJZIGING VAN TITEL III VAN HET ALGEMEEN REGLEMENT VOOR DE ARBEIDSBESCHERMING TEN GEVOLGE VAN DE INVUEGING VAN SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR DE INSTALLATIE EN DE UITBATING VAN BENZINSTATIONS

VAK I (VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR)

Dossiernummer : .....	Indieningsdatum : .. /.. /..
Naam van de aanvrager : .....	
Adres : .....	
Contactpersoon : .....	

VAKKEN II À VI (DOOR DE AANVRAGER IN TE VULLEN)

De aanvraag betreft de erkenning *:
<input type="checkbox"/> in het vak “Opslaginstallatie”
<input type="checkbox"/> in het vak “Grond- en ondergrondverontreiniging”

\* het (de) aangevraagde vak(ken) aanstippen. Indien de aanvraag de twee vakken betreft, moeten twee exemplaren van het dossier overgemaakt worden.



## VAK III : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER VAN DE ERKENNING

## 1. Als het gaat om een rechtspersoon (art. 681bis/73, § 1, 2°)

1.1.	Handelsnaam of benaming :			
	Rechtsvorm :			
	Adres van de maatschappelijke zetel :			
	Gemeente :	Postcode :		
	Straat :	Nr.	Bus :	
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
	Adres van de bedrijfszetel :			
	Gemeente :	Postcode :		
	Straat :	Nr.	Bus :	
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
1.2.	Ondertekenaar van de aanvraag :			
	Naam :			
	Voornaam :			
	Functie :			
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
1.3.	Persoon met wie het bestuur contact moet opnemen m.b.t. de aanvraag :			
	Naam :			
	Voornaam :			
	Functie :			
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
	Bij voorkeur op de volgende uren en dagen :			
1.4.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van de bekendmaking van de statuten van de rechtspersoon en van de laatste benoemingsakte van zijn bestuurders/zaakvoerders of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag om bekendmaking van de statuten (bijlage I).			
1.5.	Als bijlage bijvoegen : de naamlijst van de bestuurders, zaakvoerders of personen die de vennootschap mogen verbinden waarvoor de erkenningsaanvraag wordt ingediend (bijlage II), en, voor ieder van hen, een bewijs van goed zedelijk gedrag of, in voorkomend geval, elk document dat er gelijk mee staat (bijlage VII).			
1.6.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van het hoofdhandelsregister en van alle wijzigingen en aangiften volgend op de hoofdschrijving (bijlage III).			
1.7.	Een attest (verkrijgbaar bij de bevoegde rechtbank van koophandel) overleggen waarin wordt bevestigd dat de rechtspersoon aan de voorschriften van art. 681bis/73, § 1, 2°, b, voldoet (bijlage IV).			
1.8.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van een verzekeringscontract "dat de burgerlijke aansprakelijkheid dekt i.v.m. de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd" (bijlage V)			
1.9.	Als bijlage bijvoegen : elk gegeven waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager in staat is zijn opdrachten op een objectieve en onafhankelijke manier te vervullen", bijv. over de samenstelling van het aandeelhouderschap, het moederbedrijf, de dochtermaatschappijen,... (bijlage VI)			

2. Als het gaat om een natuurlijke persoon (Art. 681bis/73, § 1, 1°)

2.1.	Naam :			
	Voornaam :			
	Nationaliteit :			
2.2.	Woonplaats			
	Gemeente :	Postcode :		
	Straat :	Nr. :	Bus :	
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
	Bij voorkeur op de volgende uren en dagen :			
2.3.	Adres van de bedrijfszetel :			
	Gemeente :	Postcode :		
	Straat :	Nr. :	Bus :	
	Tel. :	Fax. :	e-mail :	
2.4.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van het hoofdhandelsregister en van alle wijzigingen en aangiften volgend op de hoofdinschrijving (bijlage III)			
2.5.	Als bijlage bijvoegen : een afschrift van een verzekeringscontract "dat de burgerlijke aansprakelijkheid dekt i.v.m. de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd" (bijlage V)			
2.6.	Als bijlage bijvoegen : elk gegeven waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager in staat is zijn opdrachten op een objectieve en onafhankelijke manier te vervullen", bijv. over de samenstelling van het aandeelhouderschap, het moederbedrijf, de dochtermaatschappijen,... (bijlage VI)			

VAK IV : BEVOEGDHEDEN VAN DE AANVRAGER VAN DE ERKENNING  
EN BIJKOMENDE VOORWAARDEN WAARAAN HIJ MOET VOLDOEN  
(ART. 681BIS/73, § 1, 1°, E, EN 2°, D)

Onderstaand vak is voorbehouden aan \* :

— de aanvrager (natuurlijke persoon) of aan

— de aanvrager (rechtspersoon) of, voor vennoten en/of werknemers in dienst van de rechtspersoon die in het kader van het soort aangevraagde erkenning zouden kunnen werken.

1. Naam :
Voornaam :
Nationaliteit :
2. Diploma('s), specialisatie(s) en opleiding(en) :
3. Beroepservaring :
Soort(en) uitgevoerde werken en gebruikte techniek(en) :
Datum (data) en plaats van het(de) bouwterrein(en) :
Vennootschap(pen) waarvoor het (de) werk(en) is (zijn) uitgevoerd :
Contactpersoon in de vennootschap(pen) :
4. Soort contract dat de persoon met de vennootschap verbindt.
5. Een bewijs van goed zedelijk gedrag of, in voorkomend geval, elk document dat er gelijk mee staat (bijlage VIIbis).

\* opgelet : vak IV voor elke betrokken persoon kopiëren.

## VAK V : GEBRUIKTE TECHNIEKEN EN MATERIALEN (ART. 681BIS/73, § 1, 1°, F, EN 2°, D)

Als bijlage bijvoegen : een nota met een beschrijving van de gebruikte technieken en materialen (bijlage VIII) (een onderscheid maken naar gelang van het soort aangevraagde erkenning)

Als bijlage bijvoegen : een nota met een beschrijving van de techniek voor de controle van de opslaginstallaties (bijlage IX)  
Deze nota bevat de lijst van de aanbevolen controles en voor ieder van hen telkens de gebruikte methode en materiaal.

Als bijlage bijvoegen : een nota met een beschrijving van de techniek inzake de grond- en ondergrondverontreiniging (bijlage X).

Deze nota bevat voor elke fase van de aangevraagde onderzoeken de omschrijving van het principe en van de toegepaste methodologie, en meer bepaald van het boringsplan, de monsterneming en het soort aanbevolen analyses, de verwerkbare besmettende producten - organische en anorganische onderdelen - alsmede een benaderende schatting van het risico.

## VAK VI : BIJKOMENDE GEGEVENS

Beschikt de aanvrager voor de aangevraagde tak over een erkenning die hij in een ander gewest of in het buitenland heeft aangevraagd ?

Ja / Nee (Schrappen wat niet past)

Indien ja, een afschrift van de erkenning als bijlage bijvoegen (bijlage XI)

## BIJLAGEN

De aanvrager moet de bijlagen nummeren en met inachtneming van de nummering van dit formulier overleggen.

De bijkomende bijlagen worden genummerd en in de verschillende vakken geïdentificeerd.

Ondergetekende ..... verklaart dat bovenvermelde gegevens volledig en juist zijn.

Opgemaakt te ..... op.

Handtekening

De vraag om erkenning als technicus voor het ultrasoon dichtheidsonderzoek van de houders wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt de verwerking van deze gegevens toevertrouwd aan de Directie Coördinatie Verontreinigingspreventie van de Afdeling Preventie en Vergunningen. Het Waalse Gewest is de eigenaar van het bestand.

De verwerking dient voor het beheer van de aanvraag om erkenning als technicus voor het ultrasoon dichtheidsonderzoek overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 1997 (B.S. 12/08/97) tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming teneinde het ultrasoon dichtheidsonderzoek van de opslagruimtes voor ontvlambare vloeistoffen toe te laten en zijn wijzigingsbesluit.

Om inzage te nemen van de gegevens die u aanbelangen en voor een eventuele rechtzetting ervan kunt u zich wenden tot de Directie Coördinatie Verontreinigingspreventie van de Afdeling Preventie en Vergunningen. Bijkomende informatie over elektronische verwerkingen is verkrijgbaar bij de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2000 tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wat betreft de controles op de opslag van ontvlambare vloeistoffen en de installatie en de uitbating van benzinstations

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET